



LES ENJEUX DE LA TRANSFORMATION DE L'ARMÉE AMÉRICAINE

Mémoire de géopolitique

du colonel RAHARIJAONA

dans le cadre du séminaire « Les déterminants de stratégie des Etats-Unis »

Directeur : M Etienne de DURAND

Avril 2003

Les enjeux de la transformation de l'armée américaine

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

LES CONSTATS DES CONFLITS INTERNES

La querelle institutionnelle

La différence de point de vue

La rivalité des armées

DEUXIEME PARTIE

LES ENJEUX DE LA TRANSFORMATION

De l'état d'âme des militaires

De la politisation des armées

De la spécificité militaire

Des opérations interarmées (RMA, QDR2001)

De la concurrence naît l'excellence(Doctrine de Weinberger, TRADOC, etc...)

Du budget et des effectifs

Des leçons tirées de la guerre de Vietnam

TROISIEME PARTIE

LES PERSPECTIVES FUTURES

Les défis et objectifs

Les nouvelles pistes

INTRODUCTION

Vus d'Europe, notamment de France, les Etats-Unis sont considérés, à la fois avec admiration et agacement, comme l'archétype le plus achevé de la puissance mondiale. Il semble que rien ne puisse être réglé dans le domaine international sans leur concours. Ils sont systématiquement impliqués dans les grands domaines : commerce international, prévention ou règlement des conflits ; à tel point qu'on le qualifie « d'hyper puissance ».

De nombreuses raisons expliquent cette situation : une économie dynamique fondée sur la maîtrise des technologies de l'information, la production de standards politiques sur lesquels s'aligne une grande partie des membres de la communauté internationale, un mode culturel attrayant, et bien entendu, des capacités militaires inégalables depuis la fin de l'empire soviétique.

Mais il convient de s'interroger sur place que tient l'instrument militaire et plus précisément sur la manière dont les Etats-Unis entendent à l'employer. Pour des raisons historiques et culturelles, la force n'est pas considérée par les américains comme instrument approprié à la promotion de leurs intérêts et de leurs valeurs dans le monde. Mais les capacités militaires ont bien changé depuis l'époque où le président Wilson vantait la « nation si forte de ses droits qu'elle n'a pas besoin de convaincre les autres par la force ». Certains s'inquiètent aujourd'hui de voir la suprématie mise en service d'un discours messianique, souvent interprété à l'étranger comme le masque d'intérêts moins avouables et d'ambitions hégémoniques.

D'un autre côté, il est reproché aux Etats-Unis de n'engager leurs armées qu'avec frilosité, en raison d'une intolérance nationale aux pertes, qui constituerait une sérieuse limite à l'efficacité de leurs interventions au service de rétablissement de la paix.

La puissance américaine est effectivement paradoxale sous de nombreux aspects : la supériorité en ce domaine est certes devenue un pilier de la puissance globale, qu'il convient d'entretenir même en l'absence de menace directe. L'existence de ces capacités rompt définitivement avec la tradition historique de démobilisation en temps de paix, et se fonde sur la perception des risques aussi multiples que variés, qui éloignent les armées de leur mission essentielle de défense.

Dans les autres situations de conflit, la suprématie des moyens conventionnels américains tend sans doute à rendre les interventions militaires plus faciles qu'elles ne l'ont jamais été. Le débat sur la légitimité de recours à la force est loin d'être tranché, et témoigne de la persistance des préventions culturelles de la société à l'encontre de l'utilisation des armées comme instrument de politique extérieure.

Mais l'attitude des armées a aussi son importance, bien qu'elles n'interviennent pas directement dans le processus d'une intervention. L'influence croissante des conseillers militaires de la présidence a contribué à donner plus d'écho à la prudence traditionnelle des institutions militaires à l'égard d'opérations aux enjeux incertains. Par ailleurs, le renouveau doctrinal a permis aux armées américaines de peser indirectement sur les choix des autorités nationales. En effet, la manière dont les forces envisagent de se déployer et d'utiliser leurs capacités limite sérieusement le champ des options opérationnelles offertes au gouvernement. L'examen de ce domaine est particulièrement révélateur des capacités d'action américaines, pour la période actuelle comme pour l'avenir.

Avant d'être sorties d'une phase de transition où les doctrines reflètent les incertitudes politiques et les attentes contradictoires de la société interne et internationale, les armées ont effectivement lancé la réflexion sur la conduite des opérations du XXI^e siècle. Visant à redéfinir les conditions de l'efficacité des forces, mais aussi de leur utilité stratégique, elle aura un impact majeur sur l'évolution de la politique américaine en matière d'emploi de la force.

I-LLES CONSTATS DES CONFLITS INTERNES

11-La querelle institutionnelle

Les contraintes d'ordre interne qui se posent dans toutes les démocraties lorsqu'il s'agit d'intervenir militairement ont pris une ampleur particulière aux Etats-Unis du fait du traumatisme vietnamien. Il a notamment eu pour effet de relancer le débat entre l'Exécutif et le Législatif au sujet de leurs prérogatives en matière d'emploi de la force.

Les responsabilités politiques en matière militaire sont partagées entre l'Exécutif et le Législatif. La division du pouvoir correspond à la volonté de fondateurs d'empêcher la prépondérance de l'une des branches, mais elle reflète aussi l'impossibilité de se mettre d'accord sur l'attribution des responsabilités.

Le débat opposait essentiellement les fédéralistes partisans d'un Exécutif fort au républicains favorables à la suprématie du législatif. Mais des divergences existaient aussi au sein des fédéralistes. La convention de 1787 n'a pas pu réconcilier les approches différentes, et les responsabilités ont été partagées entre les deux branches, sans déterminer celle qui aurait la voix prépondérante¹.

Le Congrès dispose du pouvoir de lever et entretenir les armées, ainsi que de déclarer la guerre(article I, section 8). Le Président est le Commandement en chef des armées(article II, section 2). Cette fonction autorise le Président à utiliser la force pour repousser une attaque contre les Etats-Unis et lui donne la responsabilité de diriger les armées².

L'intention des fondateurs est d'empêcher la concentration des pouvoirs, leur objectif n'était donc pas d'assurer l'efficacité du système institutionnel mis en place dans la constitution. De fait ,la question de responsabilités principales en matière militaire n'a pas cessé d'être posée au cours de l'histoire américaine. Citons un exemple : lorsque la Cour suprême a eu à rendre des arrêts concernant des actes relevant de la politique de sécurité, elle a plutôt confirme la tendance à l'extension des initiatives de l'Exécutif en absence d'action du Congrès.³

Le président s'est progressivement placé en situation de contrôler la politique extérieure, au détriment du Congrès. Celui-ci peut s'opposer à la politique présentée par l'Exécutif, notamment en lui refusant le financement requis.

111-Le War Powers Resolution

L'objectif de la War Powers Resolution (Public Law 93-148) n'est pas de modifier l'équilibre institutionnel au profit de la législatif, mais de le rétablir en favorisant la concertation entre les deux centres du pouvoir. Il s'agit de « garantir que le jugement collectif du Congrès et du Président s'appliquera à l'engagement de l'armée américaine dans des hostilités ».

Ce texte est de mettre en place de nouvelles procédures, et à donner des nouveaux moyens d'action au Congrès afin de faire respecter ses prérogatives constitutionnelles.

Le législateur exige d'être consulté puis informé pour tout engagement de forces armées américaines à l'extérieur.

¹ John Lehman, Making war, Charles Scribner's, Son's, New-York, 1992, pp.59-60.

² Richard F. Grimett, War powers Resolution : Presidential Compliance, CRS Issue Brief, Rapport 81050, Congressional Research Service, november 25, 1996

³ Louis Fischer, « The legitimacy of the Congressional national security role », in Howard Schuman, W ; Thomas, The Constitution and national security, National Defense University Press, Washington (D.C), 1990, pp .250

Les responsabilités respectives du président et du Congrès sont quasiment engagées. La résolution confirme le pouvoir du président de placer des forces en situation d'hostilité dans trois cas :

- Suite d'une déclaration de guerre
- Après une autorisation légale spécifique accordée par le Congrès
- En cas d'urgence justifiée par une attaque contre le territoire national ou les armées américaines⁴.

Le dispositif du texte comporte deux obligations pour l'Exécutif et un moyen d'action pour le législatif :

- le président doit entreprendre des consultations avec le Congrès avant de déclencher une intervention. Pour le législateur, cela implique qu'il soit informé préalablement au déclenchement de l'opération, et qu'il puisse donner son avis ;

- le président doit présenter un rapport au Congrès dans les quarante huit heures qui suivent :

- si les forces ont été engagées
- si des unités ont été déployées hors de Etats-Unis
- si des forces équipées au combat déjà présentes à l'étranger sont renforcées

Le rapport doit indiquer le circonstance indiquant l'engagement ; le cadre juridique dans lequel il se situe, ainsi que la durée et l'ampleur prévues de l'opération.

A partir d'un rapport présidentiel concernant le premier cas, le Congrès dispose de soixante jour pour déclarer la guerre, autoriser le recours à la force ; ou voter une prolongation du délai de réflexion pour trente jours maximum(section 5(b)). S'il n'a pas entrepris aucune action à l'expiration des quatre-vingt dix jours, les forces engagées doivent être retirées. Dans tous les cas, le vote simultané d'une résolution de la chambre et du sénat permet au Congrès d'exiger un retrait immédiat des troupes(section 5(c)).

Le dispositif de la résolution est élaboré de telle sorte que l'abstention du Congrès puisse bloquer l'action présidentielle. Mais de l'origine, le président Nixon a contesté la constitutionnalité et ses successeurs n'ont pas variés sur ce point. Les présidents ont donc cherché à se soustraire à une contrainte qu'ils estiment injustifiée, ils sont parvenus à en contourner les obligations.

Le législateur tente par ailleurs de réglementer l'usage de la force dans le cadre d'opérations multinationales. La question est de savoir si la présidence peut s'appuyer sur des textes régissant la participation américaine à l'ONU ou à l'OTAN pour engager des forces sans consultation. Le problème concernant l'OTAN a été soulevé à l'occasion de la crise bosniaque.

112-Un conflit de compétence

A propos de l'emploi des forces armées, la relation de l'Administration Reagan avec les législateurs ont été conflictuelles tout au long de l'année 1980. L'Exécutif reproche au Congrès de s'ingérer dans un domaine qui relève de sa compétence et de mettre ainsi la politique menée pour préserver les intérêts américains.

En mars 1983, lorsque le président a décidé le déploiement d'unités « des marines » au Liban dans la force multinationale de l'ONU, il en informe le Congrès tout en précisant qu'il s'agit de sa propre décision. Les marines demeurent engagés au Liban sans qu'aucune limite de temps soit fixée.

A la différence de l'Administration Reagan, le président Bush et son successeur manifestent une volonté de coopération avec le législateur (Congrès) afin de faciliter un

⁴ Richard F. Grimet, War Powers Resolution, Presidential Compliance, op. cit

recours consensuel à la force. Georges Bush déclare en 1993 qu'il faut « travailler avec le Congrès » dans la mesure où il y a un « rôle conditionnel à jouer dans les décisions d'intervention des forces armées.⁵

En effet, l'Administration Bush a toujours cherché à échapper au contrôle du Congrès, sans l'affronter directement.

Le déploiement de plus de 10000 hommes à Panama en décembre 1989 est décidé à un moment où le Congrès n'est pas en session et ne peut pas intervenir.

En été 1992, le Congrès prend l'initiative d'appeler à une intervention militaire humanitaire pour aider la population somalienne victime de famine.

Toutefois le sénat entend limiter l'engagement à une stricte mission humanitaire, si bien que des divergences apparaissent lors de la mise en place de l'ONU SOM II (assistance humanitaire) en mai 1993, car cette opération a une vocation à restaurer la paix.

Le Congrès adopte une position encore plus radicale après la mort des dix huit soldats le 3 octobre en réclamant le retrait immédiat de toutes les forces américaines.

Des nouvelles divergences entre le Congrès et l'Exécutif surgissent à propos de la crise haïtienne : le 24 mai 1994, la chambre adopte « l'amendement GOSS » en mentionnant que les Etats-Unis ne devraient entreprendre aucune action en territoire haïtien à moins que le président ne certifie que cela répond à un danger réel pour les citoyens et intérêts américains.

En août 1994, un projet d'amendement de la chambre destiné à interdire tout emploi de la force non conforme aux dispositions de la War Powers Resolution est repoussé au sénat par 63 voix contre 31. Quelles que soient les positions, des considérations d'opportunité politiques limitent l'action du Congrès. L'existence d'une majorité républicaine au sein de ce Congrès en 1995 ne peut pas supprimer les divergences, en particulier, entre le sénat et la chambre, ce qui rend improbable toute réforme importante de la législation sur les recours à la force. Les débats reprennent à chaque fois qu'une opération est envisagée, mais ils sont rarement tranchés puisqu'ils doivent cesser dès que l'Exécutif a annoncé sa décision d'intervenir. Cette tendance au ralliement peut inciter les présidents à créer un fait accompli chaque fois qu'ils ne parviennent pas à réunir un consensus national.

113-Un Congrès qui craint l'intégration

Les conflits entre les deux branches du pouvoir et la résistance du Congrès à la domination présidentielle sur la politique de défense constituent des traits forts de la vie politique américaine. Le Congrès voit de nombreux avantages à la rivalité entre armées : cette situation est traditionnellement considérée par les parlementaires comme le meilleur outil du contrôle et de l'exécution de leurs responsabilités au sein d'une institution qui place l'affrontement libre des intérêts au cœur de sa construction constitutionnelle.

On remarquera que les quatre premières réorganisations du ministère de la Défense (DoD) de l'après guerre sont le fait du président qui recherchait la centralisation des pouvoirs dans les mains du secrétaire à la Défense et du président du comité des chefs d'état-major. A chacune de ces initiatives, les commissions des forces armées du Congrès répondirent en insistant sur l'importance de l'indépendance des armées ; ils considéraient que la compétition résultant de cette situation leur permettait le nécessaire accès à l'information et l'élaboration d'une politique de défense indépendante de celle du président. L'idée est que la compétition pour l'accès aux ressources budgétaires et l'attribution des missions conduit chaque armée à montrer du doigt les faiblesses de ses concurrents, jouant ainsi un rôle d'alerte et donnant aux Commissions des avis hétérodoxes que ne saurait délivrer le chef d'état-major interarmées : un représentant rappelait récemment « qu'il ne pouvait attendre

⁵ Georges Bush ; Discours à l'Académie militaire de West Point du 05/01/1993, in defense File USIS 10/01/93, pp. 61

des positions différentes de celles du président qui lui avait confié à son mandat », l'un de ses confrères considérant pour sa part « qu'il se devait de connaître les priorités des Services qui avaient été rejetées par les autorités civiles du Pentagone ». Si la loi de 1986 prend acte du coût financier et opérationnel croissant d'une rivalité trop peu contrôlée, elle cherche à l'encadrer sans véritablement vouloir y mettre un terme ; bien que les deux commissions des forces armées aient voulu une meilleure intégration, en particulier dans le processus de prise de décision opérationnelle, elles n'ont jamais envisagé de remettre en question l'individualité organisationnelle de chaque armée.

Carnes Lord considère que la situation actuelle provient fondamentalement de l'opposition des autorités élues, profondément ancrée dans la culture démocratique libérale, à voir s'établir une institution militaire trop forte et centralisée ; elle est en tout cas fermement ancrée dans la tradition américaine qui a toujours sciemment encouragé l'émergence de foyers de pouvoirs antagonistes. Au tournant du siècle, la diminution de l'expérience militaire des membres du Congrès accroît encore leur double besoin d'information et de protection face à l'institution militaire ; ce qui ne devrait guère encourager la disparition d'une rivalité finalement protectrice de l'intérêt professionnel et électoral des parlementaires et du Congrès.

114-Un président dont l'autorité ne doit pas être contestable

« La guerre est la mère de la puissance présidentielle » écrit Marie-France Toinet. De fait, face au Congrès, le pouvoir du président s'est progressivement bâti sur l'emploi des forces ; il s'est renforcé dans la succession des engagements militaires. Il dispose dans ce domaine d'un pouvoir inégalé, en dépit des restrictions apportées par le Congrès avec les War Power Resolutions, adoptées malgré le veto du président Nixon en novembre 1973 .

Le pouvoir présidentiel a besoin d'une institution militaire forte mais également besoin d'une institution aux ordres, et il a donc un intérêt objectif à maintenir un niveau de rivalité entre les armées dont la parfaite cohésion tendrait à l'affaiblir. Le pouvoir étant réellement éclaté aux Etats-Unis, réparti entre un Exécutif et un législatif dans l'incapacité mutuelle de se dominer, le maintien de la rivalité permet d'éviter « qu'une institution militaire trop unifiée, placée en face d'une autorité civile divisée, ne présente finalement une menace sérieuse pour son contrôle civil » selon le mot de Michael C.Desch (Civilian Control of the military, John Hopkins University Press, Baltimore, 1999, p.123).

12-Différence de point de vue

121-Sur le motif d'intervention

Lors de la Convention des Etats confédérés, réunie à Philadelphie en 1787 pour élaborer une constitution, deux conceptions de l'union s'affrontent : celle des fédéralistes, partisans d'un gouvernement fédéral, évitant l'anarchie, face à celle des républicains(ancêtres des démocrates actuels) soucieux de préserver les prérogatives des Etats pour ne pas favoriser la tyrannie du pouvoir central.

Les fédéralistes soutiennent la possibilité de lever des forces continentales et d'entretenir une marine pour protéger les intérêts américains face aux autres puissances tandis que les républicains proposent d'inscrire dans la Constitution l'interdiction de lever les armées en temps de paix. Il faut à noter aussi que les fédéralistes partagent les mêmes réticences, et ne voient l'entretien d'une armée que comme un « mal nécessaire ».⁶

⁶ Expression utilisée dans « the Federalist » publié par Alexander Hamilton cité in Alain Joxe « l'Amérique mercenaire » op ; cit .pp. 72

Ainsi, le pouvoir de : « lever et entretenir des armées ..., créer et maintenir une marine ;... pourvoir à la convocation de la milice pour exécuter les lois de l'Union, réprimer les insurrections et repousser les invasions, de pourvoir à l'organisation, à l'armement et à la discipline de la milice... » est confié au législateur et non à l'Exécutif.⁷

Le débat sur la légitimité du recours à la force est loin d'avoir été résolu au début de 1990 ; Il est même plus difficile à trancher, car les enjeux des opérations sont moins clairs que durant la confrontation est-ouest .

La démarche des administrations est d'ailleurs compliquée pour la persistance de la confrontation entre l'Exécutif et le Congrès tant en ce qui concerne les prérogatives constitutionnelles que sur le fond des dossiers.

L'échec de la mission de reconstruction nationale(nation building) entreprise en Somalie en 1993 tempère l'enthousiasme initial des partisans des opérations de paix. Mais à partir de la fin de 1994, le Congrès reproche à l'Administration Clinton d'avoir engagé la puissance américaine uniquement à la périphérie, dans des opérations qui ne servaient que des intérêts mineurs, voire aucun objectif de sécurité comme dans les cas somalien et haïtien.

A partir de 1994, les discours de l'Administration reflètent donc l'adoption d'une approche plus réaliste. La difficulté que posent les interventions pour la promotion des valeurs américaines et de la démocratie.

« Il n'y a pas de consensus, ni chez les élites, ni dans l'opinion, sur les valeurs qui doivent être préservées :

- compte tenu du nombre d'occasions d'intervention, le choix de « l'une » est discutable pour « l'autre »
- les décisions d'intervention sont influencées par les médias
- les interventions sont coûteuses financièrement, en terme de « disponibilité opérationnelle et de personnels ».⁸

122-Sur la politique d'emploi des forces

Depuis les années 1980, les responsables politiques américaines ont cherché à établir un ensemble de critères à guider leurs décisions en matière d'utilisation des forces. La multiplication des occasions d'intervenir dans des conflits a incité les Administrations successives à préciser les conditions dans lesquelles le recours à la force serait envisageable.

Au milieu de cette même année, l'Administration Reagan se trouve prise entre sa rhétorique interventionniste et la prudence que recommande la réalité. Cela crée des sérieuses tensions entre le « State Department » et le « DoD ». Alors que Georges Shultz déclare que « la force armée est un complément à la diplomatie », Caspar Weinberger préconise de rester dans la tradition américaine dissociant les deux éléments.

Weinberger défendait les intérêts de son département par les influences de ses conseillers militaires. Il a endossé leurs positions concernant l'emploi des forces tout en exprimant les réticences du DoD à chaque fois qu'une intervention est envisagée par le National Security Council (notamment dans le cas d'engagement au Liban).

Le discours de Georges Shultz préconisant une meilleure coordination de la force et de la diplomatie est rapidement transformé en doctrine par ses détracteurs et surtout par ceux qui en font une méthode d'aide à la décision⁹; mais qui, par la suite, suscite encore un nouveau

⁷ Article I section 8 de la Constitution des ETATS-UNIS

⁸ Discours du 30/11/94 lors d'une conférence de l'US Institute of Peace, US civil-military relation. In crisis or transition ? The center of Strategic and International Studies, Washington (D.C), 1995, pp. 11

⁹ Discours de 28/11/84, in American Foreign Policy current Documents of 1984 Washington (D.C), 1985, pp.65-69 .

débat et les principes énoncés sont mis en application lors des actions militaires qui suivent, si bien que le texte devient une référence pour la politique américaine.

Le secrétaire à la Défense insiste tout d'abord sur la nécessité de définir un but politique précis auquel correspondent des objectifs militaires clairs. Il faut en outre que ceux-ci puissent être atteints efficacement par les forces déployées, ce qui signifie qu'il ne faut confier aux armées que les missions pour lesquelles elles sont réellement adaptées.

Ensuite, le plus important aussi concerne évidemment le soutien de la population et du Congrès. Il faut que l'enjeu soit suffisamment important, et contribue par ailleurs à entraîner le soutien populaire.

Les Etats-Unis ne devraient pas recourir à la force que lors qu'un intérêt vital est en cause : cette condition est l'une des plus restrictives, mais est en outre renforcée par le principe qui veut que les forces américaines ne soient engagées qu'en dernier ressort.

Concernant la réalisation de l'intervention et afin d'assurer le succès, il faut que tous les moyens nécessaires à sa réalisation doivent être disponibles sans restriction et qu'ils soient adaptés à l'évolution de la situation.

Bien que l'Administration soit conscient de l'importance du soutien national, il faut préciser aussi que l'utilisation de la force doit être limitée pour préserver les intérêts américaines, notamment dans la lutte contre le terrorisme qui est à l'époque une préoccupation majeure. Le public ou le peuple doit comprendre que « les décisions ne peuvent être liées forcément aux sondages d'opinions ».

Au fait, pour réussir à toutes les opérations envisagées, les Etats-Unis devraient recourir au « remarquable trinité ».

123-Sur les conditions d'engagement

L'Administration Bush considère que la force est indissociable de la diplomatie et rejette par conséquent l'idée selon laquelle l'instrument militaire est un ultime recours. L'emploi de la force tend à être le moyen normal de la politique et n'est plus seulement justifié par une menace. C'est un instrument permettant de soutenir ou de compléter la diplomatie voire « un alternative temporaire ».¹⁰

Avec le doctrine Weinberger de 1980, le décalage entre les engagements militaires aux conséquences incertaines est comblé par une politique de sélection des interventions fondées sur des critères d'opportunité plus que sur la stratégie. Il est donc préférable de limiter les engagements aux situations qui ne risquent pas d'avoir des conséquences désastreuses. Cette idée tend à devenir la politique officielle des Etats-Unis au milieu des années 1990.

Le problème reste de définir les conditions auxquelles une intervention est acceptable. Sur ce point, l'Administration Bush s'est démarquée de la doctrine Weinberger tandis que ses successeurs en ont repris l'essentiel en ajoutant de nouvelles contraintes .

Il n'a pas hésité à recourir à la force à plusieurs reprises dans des opérations variées sans pour autant définir la politique concernant les interventions américaines.

Chaque engagement doit avoir sa propre justification. Les conditions posées dans ce domaine sont :

- Les objectifs de l'opération doivent être clairs
- Ils doivent être réalisables par les forces engagées
- Et les forces doivent être employées pour vaincre
- Elles doivent disposer de tous les moyens nécessaires.

Ces conditions restent indiscutables pour les militaires et sont défendues en cas de besoin par le général Powell. En fait, l'Administration semble les avoir acceptées sans

¹⁰ Force can be use full backdrop to diplomacy, the complement to it, or a temporary alternative. Georges Bush, discours à l'Académie Militaire de West-Point ,op.cit pp.61.

difficulté, et s'est attachée à montrer qu'elle les respectait. Le président est le premier à se présenter comme le garant du respect des préférences des armées.

Mais la conduite des opérations contre l'Irak a entraîné des différends entre le président des Etats-Unis et les autorités militaires.¹¹

La politique de l'Administration est d'ailleurs rapprochée en insistant sur le soutien national sur le recours préalable à d'autres moyens d'action et sur l'importance des intérêts en cause. La difficulté à réunir un consensus national sur les intérêts, lors des différentes opérations, donne toutefois un poids accru aux conditions de succès. Les problèmes rencontrés par l'Administration dans ses relations avec les armées ont par ailleurs contribué à cette évolution. Prenons un exemple : un climat de tension s'est instauré en 1993 entre le président des Etats-Unis qui devient rapidement impopulaire chez les militaires qui font état publiquement de leur méfiance à son égard.¹²

13-Rivalités des armées

131-Une rivalité dommageable

L'historien Williamson Murray constatait que si l'expression culture militaire avait un sens, c'était particulièrement vrai lorsqu'on l'appliquait aux différentes armées américaines. Résultantes de leur histoire, de leurs missions traditionnelles et de l'environnement dans lequel elles opèrent, les quatre armées ont des cultures qui sont extraordinairement différentes, avec des traditions, des personnalités marquées et persistantes gouvernant leur comportement et dont Carl Builder estime que la compréhension permet d'appréhender ce qui est advenu et pour bonne part, ce qui adviendra aux forces américaines. Ces différences se traduisent naturellement par un niveau parfois élevé de rivalité ouverte et une divergence affichée d'intérêts qui ne vont pas dans le sens de la plus grande efficacité globale.

On connaît la prise de conscience progressive qui suivit l'échec de l'opération Desert One(1980, tentative de libération des otages retenus dans l'ambassade américaine à Téhéran) et les difficultés de l'opération Urgent Fury à la Grenade(1983).Elle a conduit au Goldwater-Nichols Act de 1986 dont la meilleure coordination interarmées constituait des objectifs majeurs. Si cette loi n'a pas résolu les problèmes relationnels entre les différents services, elle a amélioré l'organisation mise en place par le National Security Act de 1947, que le général Zinni, ancien commandant de théâtre pour la zone centre(cincent), décrivait en juillet 2000 comme une situation dans laquelle le plus grand rival de chaque service n'était pas constitué par un adversaire étranger mais par chacune des autres armées des Etats-Unis. Bien que ni l'intégration totale, ni l'unité de vue stratégique, n'aient été atteintes, la coordination et la coopération entre les armées s'en sont trouvées néanmoins accrues.

Par défaut d'une autorité centrale disposant de la capacité légale et financière des décisions contraignantes, les progrès accomplis n'ont cependant effacé ni par les guerres bureaucratiques ni la concurrence budgétaire ; elles s'expriment vivement au Congrès et en amont dans les visions stratégiques du monde et les solutions militaires que cherche à promouvoir chaque armée en fonction de son identité culturelle et de ses intérêts. Bruno Colson est net : Les rivalités entre armées atteignent aux Etats-Unis une intensité inégalée.

¹¹ Peter D. Feaver « civil-military conflict and the use of the force in Don M. Snider op.cit pp.128

¹² Les manifestations d'hostilités à l'égard du Président lors de ses visites dans les unités sont rapportées par les presses, en novembre 1994, le sénateur Helms déclare que le président est extrêmement impopulaire chez les militaires « the current State of US civil-military relations in Don M. Snider, Miranda A. Carlton-Carew, US civil-military relations- in crisis or tradition ? op.cit, pp.2

132-Des pensées stratégiques différentes

La confrontation de cultures stratégiques rivales, fondatrices de l'argumentation budgétaire, est une tradition aussi ancienne et vivace que la rivalité interarmées. A propos de la lutte provoquée par la revue stratégique de la nouvelle administration Bush, David Hood évoquait récemment les « visions concurrentes de la guerre dissimulées derrière l'argumentation des services ». Cette diversité des concepts centraux n'est pas neutre : chacun d'entre eux influe directement sur les types de forces et capacités prônés par chaque type d'armée comme sur leurs doctrines d'emploi.

Lors des auditions sénatoriales sur la puissance aérienne conduite après la guerre de Corée, le secrétaire à la défense Wilson faisait part d'un constat surprenant : « Chaque armée a sa propre philosophie militaire et sa façon de concevoir la conduite des guerres ». Quelques années plus tard lors de son arrivée au Pentagone, le secrétaire McNamara exprimait de la même manière sa surprise d'y découvrir dans chaque pan une stratégie générale différente : « La planification de l' army reposait sur le principe d'une longue guerre d'usure tandis que l' air force travaillait sur l'hypothèse d'une guerre courte à base de bombardements nucléaires (...) ».

Les programmes stratégiques étaient développés de manière indépendante par chaque armée, la Marine exprimant par exemple ses besoins en sous marins Polaris sans tenir compte des autres vecteurs développés par l' air force qui, elle-même, comptait ses Muniteman sans tenir compte des fusées Polaris... ». Carnes Lord évoque à cet égard « l'exaspération de McNamara au sujet des rivalités entre armées et de la faiblesse de la planification interarmées qui n'étaient que la conséquence naturelle d'une tradition qui persiste et demeure encore un obstacle sérieux à la formulation de toute stratégie nationale et militaire efficace ».

L'environnement géostratégique continue à être décrit différemment, en fonction de leurs atouts propres, par les services « qui ont tous leurs propres idées sur les finalités stratégiques vers lesquelles doit tendre l'emploi des forces et sur les types de moyens les plus adaptés pour y parvenir ». Chacun d'entre eux incline à concevoir toute confrontation militaire en termes cohérents avec ses propres capacités et théories de la guerre. Chacun, tirant ses propres leçons des engagements passés et démontrant le caractère central de ses systèmes de forces, affûte ses arguments pour défendre ses intérêts, dans une bataille budgétaire toujours acharnée, et pour assurer la continuité des programmes, perçue comme la condition de la préservation de son format et de son poids relatif dans l'ensemble des forces.

La décision structurante n'affecte pas les services de manière équivalente. : l'effort financier portera sur l' air force, seul service(soit disant) capable de délivrer l'arme atomique ; le Strategic Air Command sort grand vainqueur de la nouvelle orientation.

133-Conception différente de la guerre

Enfermée dans son argumentaire, chaque armée tend à conduire la guerre qu'elle sait, plus que la guerre qu'il faut. A l'issue du conflit vietnamien, les critiques n'ont eu guère de mal à montrer que l' army s'était enfermée dans des modalités d'action directes qui justifiaient son arsenal européen que l' air force n'avait jamais lâché l'idée de bombardement massif dans la profondeur malgré son insuccès dans la Seconde Guerre Mondiale et sa visible inefficacité sur l'économie encore peu développée du Nord Vietnam. Globalement, aucune des armées n'avait véritablement compris le rôle qu'elle avait à jouer, prenant certes sa part de l'effort, mais sans jouer la carte de l'efficacité interarmées. Le général Westmorland, commandant au sol et son successeur le général Abrams, n'avaient autorité ni sur les bombardiers de l'aéronavale, ni sur ceux de l' air force dont les cibles au Nord Vietnam étaient sélectionnées en dernier ressort à Washington. Trente ans plus tard, tirant les leçons

de son expérience de commandant en chef de l'opération Allied Forces au Kosovo, le général Clark constate : « Nous avons des armées qui ne connaissent ni ne se comprennent les unes des autres ».

Aujourd'hui, Saïda Bédar constate que « l'institution militaire américaine est toujours en proie à un déficit d'efficacité opérationnelle dû à l'absence de coordination interarmées ». Si, depuis 1986, la rivalité des Services se règle désormais sur le terrain sous le commandement interarmées des commandants en chef de théâtre, les CINCs, elle gêne toujours l'adaptation de l'action militaire aux contextes particuliers des conflits et continue à rendre délicate l'élaboration des stratégies et modèles de forces correspondant davantage à l'intérêt général qu'un compromis négocié entre des intérêts de Service. A l'issue de la guerre du Golfe, un rapport du Pentagone a confirmé que chaque armée avait bien sa vision des opérations combinées mais différente des autres et que chaque armée avait une forte tendance à conduire ses opérations de manière autonome dès qu'elles étaient lancées... En février 2000, le très respecté Center for Strategic & International Studies (CSIS) constatait dans une étude volumineuse sur la culture militaire américaine que « l'harmonisation entre les Services demandait à être améliorée » et constatait « des problèmes persistants d'interopérabilité » entre eux. L'officier général responsable de la logistique interarmées au Pentagone remarquait récemment que lorsqu'un avion ravitailleur décollait, il était préférable qu'il sache à qui appartenaient les avions à ravitailler parce que les systèmes de la Marine et de l'air force n'étaient pas compatibles...

Forçant un peu le trait, un industriel de défense estimait pour sa part dans Aviation Week que « les chefs d'état-major, sous Clinton, étaient autorisés à s'organiser, s'entraîner et s'équiper comme ils le voulaient du moment qu'ils restaient dans leur budget et n'embarrassaient pas la Maison Blanche », tandis que l'amiral Owens ouvrait en 2001 le séminaire annuel de stratégie du War College en décrivant une institution militaire en marque d'interarmement et minée par les intérêts d'armée.

134-Survie aux stratégies émergentes

Dans ces conditions, toute évolution stratégique est vécue comme une période de grand danger au cours de laquelle il convient de parer les menaces que chaque armée fait peser sur les autres.

A la fin des années 50, menacée de quasi disparition par les stratégies dites de « représailles massives » puis de « destruction mutuelle assurée, MAD » vivement préconisées par l'air force et soutenues par la Marine, l'army finit par assurer sa service en faisant progressivement adopter le concept de riposte graduée au nom duquel elle obtient sa participation à la posture nucléaire ainsi que des moyens conventionnels supplémentaires. Aujourd'hui, depuis que l'espace occupe une place grandissante dans l'univers géostratégique, les armées cherchent à redéfinir leur place en fonction des nouvelles stratégies. Grandes frayeurs pour l'air force qui craignait qu'on lui jouât le tour qu'elle avait elle-même joué à l'army en devenant en 1947 un service séparé : à force d'argumentation, elle a cependant pu éloigner la menace d'un cinquième Service, indépendant, dont son propre format aurait été naturellement la première victime. La lutte ne s'arrête cependant pas là et la première alerte passée, la confrontation traditionnelle se ravive pour le partage de programmes spatiaux d'autant plus disputés qu'ils sont plus coûteux...et riches en dotations budgétaires. Chacun développe son argumentation spatiale : l'air force entend réunir conceptuellement les espaces aérien et extra atmosphérique, afin qu'il aille de soi qu'on lui attribue la manne financière spatiale. La marine réplique en insistant sur les grandes différences physiques entre deux espaces ; tentant la manœuvre sémantique, elle privilégie d'ailleurs les termes de « vaisseau » spatial (spaceship) et de « flottes » de satellites...

135-Lectures différentes des conflits

Si, dans la conduite des conflits, on cherche à pousser l'emploi de ses propres systèmes de forces, on fait cependant face de manière commune- au moins en apparence- aux besoins de la mission. La belle cohésion s'effrite, hélas, dès le dernier obus tiré et chaque armée conduit une analyse personnalisée des conflits ; l'idée maîtresse est toujours la démonstration de sa propre importance dans la victoire finale .

Le débat n'est pas encore clos pour la guerre du Golfe(1991), et personne ne saura jamais si l' air force a joué le rôle essentiel ou si, après tout, comme le dit l' army , elle n'a fait que préparer l'engagement de forces terrestres qui ont véritablement « signé » la victoire au sol. Débat encore plus acerbe pour la campagne du Kosovo(1999), puisque l' air force recueille tous les lauriers, en éclipsant largement le rôle de la Marine, et porte dans sa réussite un coup dur à l' army , contenue dans un rôle d'observateur jaloux. Les choses ont évolué progressivement cependant, l' army nourrissant désormais sa rhétorique du rôle des éléments terrestres de l'armée de libération du Kosovo et remarquant à juste titre que si l' air force avait bien remporté la campagne aérienne, la guerre ne s'en est pas trouvée achevée, puisque de longs mois après l'explosion du dernier missile les troupes terrestres sont toujours contraintes de poursuivre au sol le règlement de la crise.

136-Revue de tous les dangers

Le Congrès n'est pas sans percevoir que l'institution militaire américaine et son état-major interarmées éprouvent les plus grandes difficultés à conduire des réformes internes profondes. E. Luttwak décrit de manière piquante les résultats obtenus par l'état-major interarmées dans son effort pour définir un nouveau modèle de forces à l'issue de la guerre froide : « Charger de définir une toute nouvelle structure pour l'après guerre froide, l'état-major interarmées réfléchit et coordonna comme il le fallait... pour parvenir finalement au mélange de forces terrestres aériennes et navales que précédemment. Composé à chaque niveau hiérarchique des mêmes ratios d'officiers de chacune des armées, l'état-major obéissait sans surprise à la logique de sa composition interne en résistant à toute véritable réévaluation des équilibres de forces...La grande réforme du Pentagone avait montré que la seule chose pire que la rivalité entre les Services était leur parfaite harmonie ».

Les évolutions qui se sont succédé depuis la fin de la guerre froide n'ayant pas conduit à une véritable adaptation aux nouvelles conditions géopolitiques, le Congrès a instauré un processus de révisions légalement obligatoires. Les Quadrennial Defense Review (QDR), imposent désormais à toute nouvelle administration de procéder à une analyse complète du système de défense pour la fin septembre de l'année de l'investiture du nouveau président.

Là, la QDR 97 s'est traduite par une lutte au contenu entre les armées ; des arguments avancés par chacun d'entre eux pour maintenir leur position dans l'équilibre des forces, il a été bien difficile de dégager un nouveau modèle de défense cohérent. Le résultat s'est traduit à nouveau par une homothétie peu novatrice. Rowan Scarborough notait que « les intérêts de chaque Service avaient dominé la revue ; le Pentagone a finalement produit un modèle de forces et une stratégie de statu quo qui satisfaisaient le Congrès comme l'industrie sans prendre en compte les menaces auxquelles l'Amérique devrait faire face dans les dix ou vingt ans ».

Echaudés par la vanité de l'exercice de 1997, les Services se sont lancés très vite, dès l'automne 2000, dans la réflexion préalable à la QDR 2001, jurant les grands dieux que cette fois chacun éviterait de reconduire les stériles disputes passées. Vaine promesse ; l'entente

est difficile lorsqu'il s'agit de parts de budget et d'intérêts objectifs. Chacun affûtait fermement à nouveau son argumentaire lorsque le nouveau secrétaire d'Etat, Donald H. Rumsfeld, a mis tout le monde d'accord en les excluant de la réflexion.

La revue de défense 2001 s'est donc concoctée dans le secret d'équipe très réduites, dont sont exclus, à leur grand dam, les états-majors d'armées. Selon Loren Thomson, M. Rumsfeld aurait fondé son attitude sur le sentiment que « les armées, se concentrant sur la protection de leurs parts de budget comme si elles étaient synonymes de sécurité nationale, sont désormais trop prisonnières de leurs rythmes internes pour pouvoir répondre aux changements extérieurs ».

137-Rivalités recherchées

La lutte entre armées ne va évidemment pas dans le sens de la meilleure synergie des efforts ni de la plus grande efficacité militaire. Pendant toute la durée de la guerre froide, les responsables civils ont cherché à persuader les quatre armées de renforcer leur coordination. Cet effort s'est traduit par cinq réorganisations majeures du ministère de la Défense (1947, 1949, 1953, 1958 et 1986), l'argumentation fondatrice reposant toujours sur les risques opérationnels que faisait courir le statu quo. Les difficultés de la guerre de Corée et la duplication nucléaire bourgeonnante conduisent à la réforme de 1958 ; l'argumentation de la loi de 1986 repose à la fois sur des scandales en termes d'acquisition (1953 en particulier), sur les dysfonctionnements mis en évidence par la guerre du Vietnam, le massacre de Beyrouth, les opérations Desert One (1980) et le bombardement de Tripoli (1986). Les résultats obtenus, à la fois très progressifs et limités malgré les dernières avancées significatives du Goldenwater-Nichols Act de 1986, laissent penser que les propos déterminés ne reflètent pas forcément une volonté réelle et que derrière le décalage entre discours et résultats se cachent des motivations qui ne peuvent s'exprimer ouvertement. La confrontation inter services correspond, au fond, à l'idée que la démocratie américaine a d'elle-même ; il n'est pas sûr qu'il existe au plus haut niveau le souhait politique de réduire une rivalité dans laquelle les armées, le Congrès, le président et peut-être même la toute puissance militaire trouvent finalement leur compte.

La rivalité, en germe dans la lettre même de la Constitution qui postule en filigrane l'autonomie réciproque de l'armée et de la marine, semble être à la fois organisée et contenue. Si elle est contenue par des obligations concrètes, mises en place en particulier par le Goldwater-Nichols Act qui contraint en quelque sorte la rivalité pour la rendre productive, elle est organisée par la structure même du ministère de la Défense qui entretient un ministre par armée, secondé par sa propre bureaucratie. La procédure budgétaire y contribue aussi fortement ; les arbitrages finaux, en effet, ne sont pas rendus en interne au Pentagone mais, en externe, au Congrès où, lors des échéances essentielles, chaque chef d'état-major va défendre ses propres projets contre ceux des armées rivales et entretient en permanence toute une équipe de lobbysmes galonnés et officiels dont les bureaux se trouvent au cœur même de la Capitale.

En fait, chacun des partenaires du dialogue politico-militaire s'accommode fort bien de cette situation.

138-Des armées qui privilégient l'autonomie sur l'interarmement

Les armées ont le sentiment de pouvoir plus efficacement pousser leurs propres intérêts, dès lors qu'elles ne s'affrontent pas en interne. Par de savantes manœuvres faisant appel aux intérêts locaux, elles se sentent plus à l'aise pour arracher le soutien des membres influents des commissions parlementaires avec lesquels elles entretiennent des relations suivies. Par ce

biais qui trouve son efficacité dans la procédure budgétaire, chaque armée, dont les chefs continuent à se percevoir comme des négociateurs au service de leur propre institution, s'assure une bonne marge d'autonomie vis-à-vis des variations politiques de l'Exécutif comme des échelons supérieurs interarmées du Pentagone.

Malgré le discours récurrent sur la nécessité de « l'interarmisation », les armées font preuve de volonté devant la pression de l'intégration. Depuis que l'US Atlantic Command a reçu en 1993 la mission d'être à la fois le vecteur de l'interarmisation et l'intégrateur entraîneur des forces stationnées aux Etats-Unis, il a surtout connu, au-delà des déclarations de bonnes intentions, une résistance significative de la part des états-majors d'armées et des autres grands commandements. Sa nouvelle appellation de Joint Forces Command ne semble guère avoir fait évoluer les choses depuis 1999. Douglas MacGregor constate que « dix ans après la guerre du Golfe, les armées américaines n'ont toujours pas de radio commune pour échanger les données critiques au cours des opérations interarmées. L'architecture opérationnelle interarmées, pourtant essentielle à l'efficacité du commandement et nécessaire à l'échange des données et messages, n'existe pas ».

Au-delà de quelques principes assez vagues pour ne pas être contraignants, les concepts d'emploi des forces (Joint Vision 2010 puis 2020) diffusés à la fin des années 90 par l'état-major interarmées n'entendent pas imposer un projet dogmatique. Les différentes armées ont au contraire été encouragées à articuler leurs propres concepts autour de leurs compétences particulières (army Vision 2010, Vision for the 21st Century Force, Forward from the Sea) dans une réflexion centrifuge qui éclaire par elle-même les limites de l'interarmisation. Au tournant du siècle, chaque armée se lance dans sa réforme (transformation), ou adaptation aux nouveaux contextes et technologies émergentes, mais sans que personne n'ait imposé un concept d'emploi commun sur lequel d'ailleurs il aurait été bien difficile de trouver un compromis d'intérêt acceptable par tous. Le renforcement du rôle interarmées des CINCs par le Goldwater Nichols Act a bien conduit à une centralisation interarmées du commandement lors de l'engagement des forces ; il n'a cependant pas éliminé le contrôle opérationnel de chaque armée qui, à travers les commandements d'armée (component Commands) conserve un contrôle opérationnel jaloux de ses composantes affectées. C'est peut-être finalement la difficulté typiquement américaine à faire prévaloir l'efficacité globale sur l'efficacité technique qui conduit à cette atomisation conceptuelle et organisationnelle, sans doute inévitable lorsque la diminution des menaces « tend justement à diminuer la cohésion entre les armées et à accroître la rivalité inter services ».

Chacune des armées n'a évidemment pas le même comportement devant l'interarmisation. On sait comment le corps des Marines se targue, à juste titre par bien des aspects, d'être par lui-même l'exemple du Jointness et joue admirablement de la rivalité entre armées comme de ses appuis au Congrès pour pousser ses dossiers ; parmi les derniers exemples marquants de cette efficacité, on trouve en 1995 le maintien en recherche et développement du V-22 Osprey malgré l'opposition du secrétaire à la défense et du secrétaire à la marine et, la même année, le transfert gratuit à son profit d'une centaine de chars M1A1 malgré l'opposition du secrétaire, du chef d'état-major et, bien sûr, de l'army... La volonté d'interarmisation est naturellement proportionnelle au degré de dépendance ; l'army, dont l'autonomie opérationnelle se dégrade encore d'ailleurs avec le repli progressif des forces sur le territoire américain, s'en fait davantage l'avocat, tandis que la marine et l'air force, capable d'une quasi autonomie, chercheraient plutôt à développer leur action selon des concepts préservateurs de libertés. contrôle civil », selon le mot de Michael C. Desch.

139- Une défense qui s'améliorait elle-même des rivalités

Les avocats de l'interarmisation ne sont pas les seuls à faire entendre leur voix et si chacun s'accorde sur l'existence d'une limite raisonnable à la confrontation entre les armées, beaucoup estiment nécessaire le maintien d'un certain niveau de rivalité : quand bien même cela aurait des conséquences sur l'interopérabilité et le budget, ce sera la condition de l'innovation et de l'efficacité globale. Certains vont jusqu'à penser que « la recherche d'une interarmisation accrue doit être vue désormais comme un danger pour la sécurité nationale ». Cette idée darwinienne reflète typiquement les conceptions de la société libérale américaine où la compétition permanente est perçue comme le moteur de l'évolution et de l'amélioration des systèmes humains, techniques, économiques etc. Dans cet esprit, la rivalité, maîtrisée, est conçue non comme un frein mais comme la véritable dynamique d'un processus qui, s'il paraît confus à l'observateur cartésien, produit de l'efficacité comme l'a presque toujours montré l'histoire militaire américaine. Les auteurs abondent d'exemples de solutions techniques et systèmes d'armes plus performants apportés par la rivalité, le moindre d'entre eux n'étant pas le concept de SNLE et la technologie du Polaris développés par la marine pour répondre aux bombardiers stratégiques de l'air force. Le débat actuel sur les outils du futur bouclier antimissile en constitue un autre exemple frappant, chaque armée rivalisant d'arguments technologiques et conceptuels dans une course à l'efficacité et prônant qui les systèmes à terre, qui les armes laser basées dans l'espace, qui les missiles sur plate-forme navale.

Cette idée de la rivalité comme moteur du changement, de la nécessité de la concurrence à l'intérieur de l'institution militaire comme au sein de l'industrie de défense, pourrait d'ailleurs prévaloir pour un temps au plus haut niveau du Pentagone. Selon Defense Daily, « une compétition agressive entre les armées, comme dans l'industrie, afin d'assurer une innovation continue d'idées et de technologies » et considérerait que « le facteur essentiel pour la transformation des forces est l'organisation de toute une série de compétitions entre les Services eux-mêmes comme entre des entreprises d'armement différentes afin de parvenir à la meilleure approche pour la résolution des problèmes ».

Des armées à la personnalité très marquée et une intégration dont personne n'a véritablement rien à gagner : on comprend bien que les progrès soient lents et que les réalités demeurent bien en deçà d'un discours apparemment volontariste. Les bureaucraties d'armée sont lourdes et dans la mesure où le commandant en chef lui-même a intérêt à conserver les moyens d'exercer son autorité sur les armées en jouant leur rivalité, on voit mal comment l'avenir pourrait être bien différent du passé. Le principe américain du pouvoir éclaté, de l'équilibre par le contrôle réciproque, ne peut que se refléter dans l'organisation d'une institution puissante qui, traditionnellement, a toujours été crainte du pouvoir législatif ; les armées se contrôlent ainsi l'une l'autre dans une architecture instable. Au dessus même, si le secrétaire à la Défense et le président du comité des chefs d'état-major sont en conflit, celui-ci peut faire appel au Congrès et si ce dernier ne s'accorde pas avec le président il trouvera son allié dans l'institution militaire qui lui doit constitutionnellement allégeance au-dessus du président.

Aujourd'hui, avec la difficile redistribution des budgets et la redéfinition des rôles dans un environnement géopolitique où l'absence de menace sérieuse rend moins dangereuses rivalité et manque d'interarmisation, l'opposition entre les armées tend à croître dans des conflits d'ambition de moins en moins feutrés. Tout considéré, cette cohabitation difficile, qui peut surprendre l'observateur français, n'en répond pas moins à une finalité recherchée par un système politique global dont le but « n'est pas de promouvoir l'efficacité, mais d'empêcher l'arbitraire ».

La tendance ne devrait pas s'inverser à court terme, à moins que le poids des commandants en chefs de théâtre, les CINCs, ne continue à grandir ; ce sont les seuls véritables avocats de la Jointness, parce qu'elle est pour eux, tous les jours, une simple efficacité.

II-LES ENJEUX DE LA TRANSFORMATION

21-De l'état d'âme des militaires

Apparemment les militaires sont toujours hantés par la guerre de Vietnam. Le Vietnam, explique le stratège Eliot Cohen, « est devenu la contre morale de référence au sein de l'établissement de la Défense, un récit édifiant où les interventions intempestives des civils et le caractère timoré des initiatives militaires débouchent fatalement et inutilement à la désastre »¹³. Ce traumatisme infligé par cette guerre marque leur état d'âme et leur relation vis à vis du pouvoir politique. Dans l'étude réalisée par le « Triangle Institute of Security Studies », la grande majorité des militaires, soit 66%, pensent que les hommes politiques sont totalement ignorants ou presque en matière de défense. D'autre part un taux considérable de militaires soit 35% pense que les politiques ne partagent pas les mêmes valeurs que celle de la Nation.¹⁴

Cet état d'âme renforce l'esprit corporatif des officiers qui remettent en cause l'autorité traditionnelle du pouvoir civil. Selon l'étude, les officiers américains pensent que leur rôle est « d'insister et de plaider plutôt que de donner simplement leur avis sur les éléments importants des décisions impliquant l'usage de la force ». Ainsi les militaires contestent l'axiome de base selon lequel le pouvoir a le droit d'avoir tout.

22-De la politisation des armées

La capacité des militaires à influencer les décisions politiques qui les concernent est renforcée du fait que le pouvoir politique se partage entre le Président et le Congrès. La constitution instaure, certes, un pouvoir présidentiel mais ce pouvoir est relativement faible parce qu'il est d'emblée partagé avec le Congrès.

Le Président est le Commandant en chef des armées tandis que le Congrès seul dispose du droit de déclarer la guerre et de voter le budget des Armées.¹⁵

Cette séparation de pouvoir donne au Pentagone une marge de manœuvre qui est encore plus grande lors que le Congrès est dominé par l'opposition.

Dans ce cadre, les militaires jouent le jeu et ont constitué leur propre lobby nommé « coalition militaire » qui est un groupe qui comprend 24 associations représentant cinq millions de militaires actifs, réservistes et vétérans ainsi que les membres de la milice des volontaires, tout comme leur famille.¹⁶

Il faut rappeler que le Pentagone dépense plus de 10 millions par an au titre de lobbying. A ce titre les quatre armées sont en concurrence permanente pour l'accès à des postes, à des responsabilités et à des crédits . Bien que le Président ait l'initiative des lois budgétaires, le jeu se déploie surtout au Congrès. C'est là que prend corps le « lobby militaro-industriel ». La connivence entre les grandes sociétés d'armement qui ont besoin de contrats, les membres du Congrès qui ont besoin de faire affluer les deniers publics vers leur circonscription et de chaque armée souhaite accroître ses ressources, explique le fait que les

¹³ Cité à KAPLAN « la nouvelle hégémonie Américaine », op.cit, pp. 34

¹⁴ TISS project on the gap between the military and civilian society Finding and Studies op.cit, pp 3-11 loc. cit

¹⁵ La Constitution des ETATS-UNIS article II section 2 et article I section 8

¹⁶ Sarcesian Sam , « The U.S military must find its voice » orbis summer 1998, pp.427

dépenses de la Défense soient à la hausse alors qu'aucune menace direct en pesait sur les intérêts des Etats-Unis. Sur ce dossier, une fois de plus, le Président Clinton s'est emparé d'un thème républicain populaire en proposant, de lui même entre 1998-1999, d'augmenter le budget de la Défense de quelque 106 milliards de dollars sur les six ans ; ce qui n'était pas assurément sa priorité.

Toutefois, c'est le parti républicain qui, lors de la convention de 1996 à San Diego, s'est manifesté comme le parti pro militaire transgressant ainsi les limes qui séparent la politique et les militaires. Le parti républicain a embrassé toutes les causes corporatives des militaires, que ce soit sur les thèmes de politique intérieure comme les salaires, les soins médicaux et les logements, que ce soit sur les thèmes de politique étrangère comme le retrait des troupes américaines qui se trouvaient dans les Balkans¹⁷.

La conjoncture lors de l'Administration Carter qui méprisait les militaires, la résurgence des militaires au cours de l'Administration Reagan et Bush, et la politique affichée du parti républicain ont fait que les militaires se sont rapprochés du parti républicain. En effet, en 1976, 33% des militaires se sont identifiés comme républicains alors que 46% se reconnaissaient comme indépendants et 12% comme démocrates. En 1988, les taux respectifs étaient de 59% en faveurs des républicains, 27% indépendants et 9% démocrates¹⁸. Cette tendance s'est poursuivie comme la très récente étude réalisée par le « Triangle Institut of Security Studies » le démontre 54% des militaires s'identifient comme républicains, 28% comme indépendants et 8% seulement comme démocrates.

Avec un rapport d'un démocrate pour huit républicains, il est constaté que les militaires sont devenus un groupe d'intérêt solidement lié au parti républicain¹⁹.

Cette politisation, qui vient à l'encontre de la tradition militaire aux Etats-Unis, est une manifestation éloquente de la remise en cause de la spécificité militaire.

23-De la spécificité militaire

Les changements de l'environnement stratégique autant que les changements sociaux et technologiques se heurtent à la spécificité militaire. Cette spécificité qui a caractérisé la profession militaire pendant des siècles, est, depuis la fin de la guerre froide, contestée bien par la hiérarchie existante.

Tout d'abord, suite aux évolutions technologiques et économiques, l'instrument militaire américaine a perdu son importance relative, comparativement à l'élément économique dans la définition de la puissance . En fait dans le nouveau système international, qui se caractérise par l'absence de toute menace directe pour les Etats-Unis, les antagonismes s'exercent bien en termes économiques plutôt que militaire.

Les nouveaux conflits intra étatiques, d'ailleurs, impliquent une intégration accrue entre le gouvernement et les militaires. Dans les opérations militaires autres que la guerre, les militaires doivent coopérer étroitement avec d'autres agences gouvernementales, des organismes non gouvernementaux, des acteurs économiques, des médias, notamment en les utilisant à des fins psy-ops ou de renseignement.

On constate donc deux tendances contradictoires ; d'un côté, l'écart se creuse entre les élites civiles et militaires à cause de la suppression de la conscription et de la diminution des vétérans au sein des élites politiques, et de l'autre côté, il y a une intégration civilo-militaire en fonction de ses nouvelles missions.

¹⁷ LANE, « Green Line » op.cit, pp.8

¹⁸ HOLSTI, « A widening Gap between the US military and civilian society some evidence , 1976-1996 » op.cit, pp. 11

¹⁹ TISS, Project on the Gap between the military and the civilian society, Digest Finding and Studies, op.cit pp.3

D'autre part le militaire n'est plus le moteur de la domination technique, il a perdu son rôle entraînant sur les applications civiles dans les nouveaux pôles de développement industriel issus de l'informatique et des télécommunications, au moment où la puissance militaire, proprement dite, se définit largement par l'application de la nouvelle technologie et la maîtrise de l'information. C'est dans ce cadre que les forces armées des Etats-Unis mènent la course de la technisation et poursuivent le développement du « système des systèmes » le C4ICR comme vecteur de temps réel et de l'intégration du continuum stratégique. C'est, d'ailleurs à partir de ce système que les américains vont articuler la Révolution des Affaires Militaires.

Ainsi l'organisation des forces armées, dans leur totalité, ressemble de plus en plus à celle de l'air force où un petit nombre d'officiers pilote des avions sophistiqués et affronte l'ennemi tandis que la grande majorité des effectifs reste en arrière. C'est ainsi le cas des unités appartenant aux forces spéciales dans les quelles la distinction entre officiers, sous-officiers et soldats est estompée par les exigences physiques et techniques de leur mission.

L'army dans son projet de Force XXI, a formulée les grandes lignes de sa réorientation vers des forces réduites, des hiérarchies plus souples et une diffusion horizontale de l'information. Le militaire qui est, selon la phrase du sociologue Harold Lasswell, « le manager de la violence » devient aussi un « technicien de la force ».

Pour s'adapter aux nouvelles données, l'institution militaire fût, également, obligée de changer son mode de fonctionnement dans une certaine mesure. Dans ce cadre le Pentagone est contraint de s'ouvrir au secteur privé qui aujourd'hui mène le progrès technologique et d'adopter par ailleurs la flexibilité de la gestion et du mode logistique du système privé pour faire face aux changements rapides et plus prévisibles de l'environnement international.

L'institution militaire impose des suggestions spéciales à ses personnels, comme la soumission à la discipline militaire et l'impossibilité de démissionner, de se mettre en grève ou de négocier sur les conditions de travail. Mais les tâches militaires sont de plus en plus réalisées comme le seraient les tâches civiles et de plus en plus motivées par la rémunération et les bénéfices annexes plutôt que par la coercition.

Par ailleurs, la technisation des armées entraîne une structure plus complexe mais elle devient transférable à la société civile. Ce phénomène de civilianisation des armées, par le biais de la technisation, n'est pas nouveau. Citons en exemple la guerre civile aux Etats-Unis au cours de laquelle le taux des soldats qui exerçaient leur fonction purement militaire est de 93,2%. En 1954, ce taux avait baissé et atteint de 28,8% et cette tendance n'a fait que progresser après la guerre froide. A ce phénomène s'ajoute la notion de l'intégration civilo-militaire dans laquelle les opérations militaires autres que la guerre sont de plus en plus impliquées. Le corollaire de ce type d'opérations, de la militarisation de la pensée du gouvernement et de la civilianisation des fonctions militaires, et que la distinction entre militaire et civile, devient de plus en plus floue. Pourtant cette technisation met en cause la structure traditionnelle des armées et par conséquent sape la spécificité militaire. Les plus affectés sont les cadres moyens dont le statut professionnel est mis en cause. Ceci explique le peu d'enthousiasme que le Pentagone éprouve à l'égard du RMA.

La tournure que prend le rôle politico-militaire, des officiers qui se trouvent au sommet de la hiérarchie, et de la civilianisation du fonctionnement des armées, a comme effet secondaire la séparation psychologique des officiers subalternes du commandement des forces armées. Les généraux et amiraux passent aux yeux des officiers subalternes, pour être trop politiques. Une étude faite par l'army au Collège de Commandement et d'Etat-Major qui prend l'élite des officiers, fait paraître que : « Il n'existe aucune loyauté du haut vers le bas(...). Les officiers supérieurs vont jeter le train des subalternes, sans scrupule, pour protéger ou pour faire avancer leur carrière ». Dans une autre enquête, un tiers seulement des officiers ont approuvé l'assertion suivante : « Quand la hiérarchie de mon armée dit quelque

chose, je pense que c'est vrai ». De plus, la moitié environ des militaires ont répondu « qu'ils avaient l'intention de démissionner dans le cas où la hiérarchie ne défendrait pas la politique qu'ils considèrent bonne pour la Défense ».

Une autre conséquence de l'absence de toute menace directe pour les Etats-Unis est que la fonction primaire des forces armées, qui est la « défense du pays » a perdu son importance. L'institution militaire est entrain de devenir une institution publique parmi les autres. Alors que la fonction primaire paraît sans importance ce sont des questions secondaires d'ordre politique qui prévalent. Ainsi l'institution militaire subit des pressions de la part des groupes environnementalistes et des restrictions environnementales ultérieures. De même, en l'absence des problèmes de sécurité, les politiques ont suffisamment de marge pour utiliser les forces armées comme prétexte pour mettre en avant leurs buts politiques et sociaux . C'est dans ce cadre d'ingénierie sociale que les politiciens pressent les Armées d'accepter les homosexuels et d'affecter les femmes dans les unités de combat. Ces dossiers suscitent des frictions entre la politique et les militaires en créant une rancœur au sein des cadres des forces armées.

L'institution militaire qui est traditionnellement basée sur les valeurs de l'altruisme, de la discipline et de la loyauté, est mal à l'aise au sein d'une société caractérisée par l'individualisme.

La conséquence de tout cela est que, malgré leur popularité, les armées sont confrontées à un problème grave de recrutement et de fidélisation de leurs cadres. (Exemple : pendant l'année 2000, 10% des capitaines de l' army ont démissionné) .

Dans ce cadre, il n'est pas étrange que le Pouvoir soit devenu une bureaucratie corporative de spécialistes militaires au sens « weberien » du terme. Le contre coup de la mise en cause de la spécificité militaire est qu'il a des répercussions dans le même temps sur les relations traditionnelles entre l'armée et le Pouvoir.

24-Des opérations interarmées

241-La Révolution des Affaires Militaires

Dans un premier temps, la nature et l'ampleur de la « Révolution » sont très vague et les déclarations reprennent en fait en thème lancé par les soviétiques à la fin des années 1970.

La RMA tient aux changements qu'apportent l'informatique, les télécommunications, la furtivité et les frappes de décision grâce à des armes dites intelligentes. Elle est en quelque sorte révélée par la guerre du Golfe. Elle se traduit par le rythme accéléré des opérations de combat (Exemple :43 jours de campagne aérienne et 100 heures d'offensive terrestre), des frappes de précision en profondeur, une surinformation du commandement et en définitive, une guerre quasi unilatérale où l'ennemi encaisse sans pouvoir répondre.

Le thème de Révolution Militaire devient réellement populaire en 1993 grâce à l'ouvrage publié par deux américains Alvin et Heidi Toffler. Dans « guerre et contre guerre », les auteurs affirment qu'une « nouvelle économie révolutionnaire voit le jour, fondée sur le savoir plutôt que sur les manières premières et le travail physique. Ce remarquable changement de l'économie mondiale s'accompagne d'une révolution parallèle touchant la nature même de la guerre²⁰. La Révolution devient un processus d'innovation technique, doctrinal et organisationnel dans lequel s'est engagé l'appareil militaire américain.

Les armées se sont effectivement lancées avec enthousiasme dans le processus de la transformation, visant d'abord à intégrer au plutôt les innovations techniques dans des systèmes, eux même organisés dans des architectures complexes. Mais les services ont aussi

²⁰ Alvin et Heidi Toffler, guerre et contre guerre, Fayard, Paris, 1994, pp.13

cherché à accompagner ces changements ‘une réflexion prospective relative aux évolutions à plus ou moins long terme de leurs conditions d’opération, ainsi qu’aux innovations doctrinales destinées à y répondre.

Les conséquences de la RMA ont été analysées par l’ensemble des chercheurs qui travaillent sur le sujet ; la guerre contre l’Irak sert de point de référence. Pour résumer, on peut dire que la frappe de précision à distance et l’exploitation de l’information sont les technologies dont l’impact est jugé le plus déterminant dans la transformation de l’art de guerre.

Dès 1992, la maîtrise de l’information est identifiée comme le cœur de la RMA parce qu’elle permet de connaître et de contrôler tout le théâtre d’opération.

La RMA est au départ une réponse à un hypothétique déclin de la puissance militaire américaine ; mais sa mise en place entraîne aussi une réflexion sur les parades possibles pour d’éventuels adversaires. La principale menace à la suprématie a été l’émergence d’un rival doté de capacités équivalentes. Mais les deux candidats potentiels ; la Russie et la Chine Populaire, ne semblent pas convaincants. Ils sont en retard sur les Etats-Unis et la plupart des experts estiment qu’il leur faudrait une complète transformation pour suivre la voie de la RMA.

Les démonstrations de la suprématie classique, telles que « Desert Storm », ont servi de leçon à toutes les armées du monde, et il est fort improbable que le prochain conflit se déroule dans des conditions aussi favorable pour les forces américaines. La progression de leurs capacités devraient encore inciter les adversaires potentiels à éviter la confrontation militaire directe avec les Etats-Unis en adoptant des méthodes de combat « asymétriques ».

Le Colonel Peters de l’ army a développé que « les concurrents avisés n’essaieront même pas de les vaincre sur leur propre terrain, ils se tourneront plutôt (...) vers le terrorisme et des formes conventionnelles d’attaque contre l’intégrité nationale américaine, et seuls les imbéciles joueront selon les règles.²¹

Le concept de riposte asymétrique, repris par la Quadriennal Defense Review puis par Joint Vision 2002, se fonde sur une démarche stratégique classique : l’adversaire s’emploiera à éviter les points forts des armées américaines tout en exploitant au mieux leurs vulnérabilités. Celles-ci se situent à deux niveaux : les Etats-Unis sont vulnérables en tant que société démocratique et en raison de leur dépendance technologique.

Les promoteurs de la RMA estiment toutefois que certaines technologies peuvent être utiles dans des « opérations autres que la guerre » où la maîtrise de l’information est essentielle et peut être obtenue par la mise en place de réseaux de surveillance. Le développement des armes non létales est même spécialement adaptés aux situations où le combat n’est pas souhaitable²².

242-Le Quadriennal Defense Review (QDR)

En janvier 1991, l’Administration Bush a affirmé son intention de s’engager dans une véritable transformation de la défense. Les changements annoncés concernent aussi bien la stratégie nucléaire que la révision des missions des armées.

La seconde QDR est soumise au Congrès le 30 septembre 2001, en dépit des bouleversements produits par les attentats à New York et à Washington.

L’objectif de la QDR était « d’établir une nouvelle stratégie pour la défense de l’Amérique », en modifiant en particulier « les fondements de la planification ».

²¹ Ralph Peter (colonel), « Constant Conflit », Parameters, vol 27 N°2 1997

²² David Jablonsky (colonel), the owl of minerva at twilight – Doctrinal change and continuity and the Revolution in Military Affairs, Strategic Studies Institute, army War College, Carlisle Barracks, mai 1994, pp.40

Les orientations de la stratégie générale qui s'en dégagent traduisent une approche à la sécurité beaucoup plus « réalistes » que celle qui été présentée en 1990. Les priorités de la politique de la défense sont réaménagées, entraînant une révision de la planification. Les trois intérêts de sécurité fondamentaux des Etats-Unis ont, en ce moment là, pour but :

Assurer la sécurité et la liberté d'action des Etats-Unis c'est-à-dire :

- La souveraineté, l'intégrité territoriale et la liberté d'agir ;
- La sûreté des citoyens américains à l'intérieur comme à l'extérieur
- La protection des infrastructures américains

Honorer leurs engagements internationaux c'est-à-dire :

- La sécurité et le bien être de leurs alliés et amis ;
- Empêcher l'installation d'un pouvoir hostile dans les régions critiques particulièrement en Europe, en Asie du nord-est, sur le littoral extrême oriental ;
- La paix et la stabilité dans l'hémisphère occidental

Contribuer au bien-être économique c'est-à-dire :

- La vitalité et la productivité de l'économie globale ;
- La sécurité des eaux internationales, de l'air, de l'espace et des lignes de communication de l'information ;
- L'accès aux marchés clés et aux ressources stratégiques.

Le premier objectif de la Défense est de renforcer la coopération de sécurité avec les alliés et les amis, afin de leur assurer l'assistance américaine, mais aussi de maintenir en équilibres régionaux.

Elle vise ensuite à « décourager la compétition militaire dans l'avenir ». C'est en entretenant l'avance militaire américaine et en poursuivant des nouvelles recherches que l'on pourra montrer aux adversaires l'inutilité de leurs efforts de contestation de la suprématie des Etats-Unis.

Le troisième but de cette politique de défense c'est la dissuasion et les actes de coercition. Ceci passe principalement par le maintien des forces à l'avant et la capacité de répondre aux conflits.

La dissuasion peut échouer si bien que le but ultime de la DoD est de pouvoir « vaincre de façon décisive tout adversaire ».

25-De la concurrence naît l'excellence

251-La doctrine de Weinberger

L'élection de Ronald Reagan en 1981 marqua un tournant dans la politique de la défense et dans les relations entre l'Administration et les militaires. Au cours de son premier mandat, le programme de l'Administration Reagan pourrait se réduire à : « moins de gouverneur, moins d'impôts, plus de défense et d'anticommunisme ardent ». Par conséquent, les programmes de défense se multiplièrent, et les dépenses en faveur de la Défense augmentèrent considérablement de 7% en moyenne par an. Plus important que cela encore, une nouvelle mentalité, qui a l'inverse de l'esprit antimilitariste des années 70 se fit jour ; l'Amérique honorait son armée et respectait son drapeau ; dans le domaine des affaires, une politique d'antagonisme et de confrontation avec l'URSS a remplacé la politique de détente .

Les militaires perçurent très favorablement cette politique, surtout la nouvelle politique de défense. On peut dire que les militaires trouvèrent en la personne de Ronald Reagan le premier président dans l'histoire des Etats-Unis qui était « pro-défense » en temps de paix.

Cependant, de leur point de vue, la nouvelle politique avait des aspects inquiétants. Le renversement de la politique des années 70 impliquait le retour de l'interventionnisme. Plus

précisément, le secrétaire d'Etat Alexander Haig Jr envisageait une intervention militaire en Amérique Centrale, notamment au Nicaragua et même à Cuba.²³

Pourtant à l'inverse de l'époque de McNamara, les militaires s'entendaient bien avec le Secrétaire à la Défense Caspar Weinberger qui se défiait des interventions de ce type . Ce n'était pas que Weinberger était un « patin » aux mains des militaires, mais la réalité était bien différente. Il impose sa politique, par exemple, au sujet des négociations sur les forces nucléaires intermédiaires (INF), et ceci malgré les objections du Pentagone et du général Rogers qui était le SACEUR²⁴.

Mais concernant les engagements militaires sans objectifs militaires clairs, il partageait les réticences des militaires.

Toutefois les tensions existantes ne s'exerçaient pas sur les relations entre les civils et militaires, mais elles avaient plutôt une tournure intergouvernementale. Il était clair qu'ils existaient des divergences au sein de l'Administration à propos des critères qui régissaient l'engagement des forces armées. Georges .P.Shultz qui remplaça Haig au poste du secrétaire d'Etat déclara : « l'utilisation de la force ainsi que la menace de l'usage de la force sont des instruments légitimes dans la politique étrangère de l'Etat » et le conseiller du président pour la Sécurité Nationale Robert MacFarlan soutenait ce point de vue.

Les tensions entre le secrétaire d'Etat et le secrétaire de la Défense s'exacerbèrent sur le cas de Liban. En définitive Shultz et MacFarlan l'emportèrent sur Weinberger et sur le comité des chefs d'état-major et en août 1982, les Etats-Unis envoyèrent les Marines au Liban avec une mission de maintien de paix. Le 23 octobre 1982, à la suite d'un attentat, 241 marines furent tués ; le gouvernement Reagan avait fait retirer précipitamment ses troupes. Pour les adversaires de cet engagement, ce règle fut analysé comme un échec imputable à l'absence d'objectifs politiques clairs.

Le lendemain de l'attentat de Liban, les Etats-Unis envahirent la Grenade. Pendant cette opération nommée « urgent fury », les forces armées jouirent d'une large autonomie, à l'instar de la deuxième guerre mondiale. Malgré l'absence de coordination entre les armées, cette opération fut perçue comme un succès, une fois les objectifs furent atteints. C'étaient le premier succès militaires américains depuis la guerre de Corée. La conjonction de ces deux opérations renforça les convictions des militaires dans leur propre point de vue . Au sein du Pentagone, la conclusion était que « les meilleures guerres étaient celles qu'il était impossible de perdre ».

En conséquence, Weinberger énonça la doctrine qui porte son nom et qui définit les six critères préalables à tout engagement militaire. Il définit ainsi les critères qu'il avançait :

- « ne s'engager que si des intérêts vitaux sont en jeu (les nôtres ou les alliés) » ;
- « une fois l'engagement décidé, que toutes les ressources nécessaires pour vaincre soient mise en place ;
- « que tous les objectifs militaires ou politiques soient clairement définis » ;
- « être prêt à changer d'avis si les objectifs changent, car il est rare que les guerres n'évoluent pas » ;
- « ne s'engager que sur des questions qui peuvent bénéficier d'un soutien substantiel du peuple américain » ;
- « n'engager les forces américaines qu'en dernier ressort ».

²³ Weinberger évoque dans ses mémoires : « Selon Alexander, c'était évident qu'il fallait envahir le Cuba et que de toute façon il fallait mettre fin au régime Castro », Weinberger Caspar W ? Fighting for Peace : five critical years in the Pentagon, New York ; Warner, 1991, p.31 cité à Johnson, wielding the terrible swift sword : the american military paradigm and the civil-military relations, op.cit pp.19

²⁴ Gibson & Snider, Explaining Post Cold War civil-military relations : a New Institutional Approach, op.cit pp.9

Selon Colin Powell, son adjoint militaire à l'époque, cette doctrine possédait une logique sans faille : « L'intérêt national est-il ou non en jeu ? . Si la réponse est oui, allez-y et pour vaincre. Si la réponse est non, restez-en dehors.²⁵

Pendant la guerre du Golfe, quelques années plus tard, Colin Powell, qui était entre temps devenu chef d'état-major interarmées compléta cette doctrine avec la doctrine de déploiement d'une force écrasante.

Avec la mise en application de la doctrine Powell donc , lors que les armées américaines étaient engagées, la victoire était assurée.

Mais on se pose deux questions :

- Qui est le responsable de la définition de l'intérêt national et sur quels critères ?
- Qu'advient-il si un jour l'intérêt national exigeait un engagement militaire dans une situation qui ne correspond plus aux critères préalablement définis ? .

252-Le « Training and Doctrine Command »(TRADOC)

L'armement et les méthodes de combat sont destinés à écraser les adversaires par la puissance de feu. Une nouvelle conception découle des deux guerres (de Vietnam et du Golfe) en insistant qu'en guerre moderne, automatisée, les victimes dans le camp ami est minime.

Les généraux Agram et Depuy ont adopté un postulat de travail mentionnant que l'échec militaire est issu d'une erreur de conception.

De là est né le Training and Doctrine Command qui est toute la base de la transformation de l' army.

Ce document décrit les principes sur les quels se fonde la conduite des opérations terrestres, et sert de référence pour l'élaboration de l'ensemble des publications tactiques, ainsi que pour l'entraînement et la formation des personnels.

L'évolution du contexte est prise en compte en 1991 dans le document élaboré par ce concept pour réorienter la doctrine, l'organisation , l'entraînement et la formation au sein de l' army . Le Pamphlet 525-5, Air Land Operations, débute par la reconnaissance du « changement fondamental » en cours dans les relations internationales : la bipolarité cède la place à un « nouvel ordre mondial ».²⁶

La stratégie militaire américaine met en accent sur la capacité à projeter la puissance depuis le territoire national et à mener des opérations sur tout. Cette stratégie retrouve aussi une dimension maritime prépondérante, conforme à la situation géopolitique des Etats-Unis ; mais le TRADOC estime qu'elle doit avoir un second pilier constitué par la puissance de combat terrestre. Ces deux éléments permettent aux Etats-Unis de protéger leurs intérêts par la dissuasion de la guerre.

Dans le Livre Blanc publié en 1994, l' army commence qu'elle commence à transformer pour devenir une force rapidement déployable et prête à combattre, adaptable en fonction des circonstances et capable d'emporter la victoire vite, avec un minimum de pertes. Du fait de ces aptitudes, elle est une « force stratégique au service de la Nation, à l'intérieur et à l'étranger²⁷ .

²⁵ Powel Colin, un enfant du Bronx Paris, Odile Jacob, 1995, pp. 254. Selon la vaste majorité des analystes, Powel était l'auteur physique de la doctrine Weinberger

²⁶ Pamphlet 525-5, Airland Operations, ARMY Training and Doctrine Command, Port Monroe, 1991 pp. 1

²⁷ Cette vision guide la restructuration du service. Gordon R. Sullivan(army Chief of Staff), « All capable readiness », op.cit p. 26. J.H Binford Peay, « Building America's power projection army », Military Revieww N°7 juillet 1994 pp.5

Dans le document « Air Land Opérations » cinq rôles sont attribués à l' army qui s'agit également des simples contributions du service :

- Elle fournit des unités pour la présence extérieure, soit de façon permanente, soit au travers d'exercices ou de visites
- Entretien des forces prêtes à être projetées
- Apporte un soutien aux autorités ou agences civiles pour des missions d'aide humanitaire, de lutte contre le trafic de drogue ou le terrorisme aux Etats-Unis ou à l'étranger
- Contribue également à la stabilité régionale en entretenant des relations avec les alliés et autres nations.

Mais l' army participe à la mise en œuvre des trois objectifs américains sur la base internationale :

- elle peut être utilisée pour contraindre un adversaire à se plier à la volonté américaine
- participe à la dissuasion de toute action hostile aux intérêts américains en entretenant « des forces entraînées et prêtes à combattre »
- rassure les alliés et pays amis dans une présence qui constitue l'engagement national et contribue ainsi à préserver la stabilité régionale et l'influence américaine.

253-La Total Force

La collaboration entre les différentes branches du service est la primauté de la restructuration. La réorganisation de l' air force a été imposée en grande partie par les restrictions budgétaires et la réduction d'effectifs qui en découle vers la fin de 1991. Elle affecte dans un premier temps les grands commandements : le Strategic Air Command, le Tactical Air Command et le Military Airlift Command. Au milieu de l'année 1991, le commandant du SAC a suggéré une refonte complète de son commandement. L'état-major de l' air force est de même avis sur le regroupement de tous les appareils de combat basés aux Etats-Unis dans un même commandement (Air Combat Command) ainsi que les moyens de mobilité (Air Mobility Command).

Le mois de juin 1992, l'ACC entre en fonction en reprenant tous les missiles nucléaires terrestres et les bombardiers stratégiques ainsi que les appareils de combat et de reconnaissance ; qui devient une composante de Us Atlantic Command.

Conçu par le général Jumper, commandant du Central Command air forces, le projet de constitution d'Air Expeditionary Forces est adopté en 1998. Il s'agit de réunir administrativement des unités destinées à opérer ensemble. L'AEF est un regroupement du Combat air forces, le Mobility air forces et l'Expeditionary Combat support. Chaque AEF dispose d'éléments de sécurité, de santé, de communication, d'entretien, et représente environ 150 appareils et 10000 à 15000 personnels. Au total l' air force constitue 10 AEF à partir de 1999 jusqu'en 2000.

L'idée a été déjà lancée à partir du milieu des années 1970 ; et cela n'a abouti dans la réalité que le mois de septembre de l'année 2002.

La première Force Aérienne « TOTAL FORCE » est annoncée officiellement lors d'une cérémonie officielle à la Base Aérienne ROBINS AIR FORCENT le mois de septembre 2002. Il s'agit de mettre toutes les forces aériennes américaines qu'elles soient de transport, de combat, de la logistique, sous un commandement unique.

Cette consolidation donnera un issu et une possibilité de combat durant les vingt ans qui suivent. Le concept a été présenté dernièrement par une lettre que le secrétaire de l' air force M. ROCHE a envoyé à la délégation du Congrès de Georgia.

L'union sera programmée pour le mois d'octobre 2004 de manière à ce que les aviateurs de divers escadrons travaillent vite pour cette conception. Le succès de l'air force sera déterminé par sa capacité à gérer ses dissensions. Le colonel Tom LYNN Commandant le 116è Bombardier a dit : « Nous ne serons pas divisés. Nous formerons une équipe compacte avec un seul commandement ».

254-Interarmisation

L'interarmisation, fait partie du discours récurrent au sein de l'institution militaire américaine. Pourtant, c'est au mieux le terme de cohabitation qui s'impose lorsque l'on observe la juxtaposition des différentes armées des Etats-Unis pour lesquelles l'interopérabilité reste encore aujourd'hui un défi.

Ceci résulte de la traditionnelle rivalité entre armées qui repose sur la confrontation de cultures stratégiques divergentes, fondatrices de l'argument budgétaire. Enfermée dans son discours, chaque armée tend à conduire la guerre qu'elle sait plus que la guerre qu'il faut ; toute évolution stratégique est vécue comme une période de danger au cours de laquelle il convient de parer les menaces que chaque service fait peser sur les autres. L'institution militaire américaine et son état-major interarmées éprouvent ainsi les plus grandes difficultés à conduire des réformes internes profondes.

L'opposition entre armées correspond, à l'idée que la démocratie américaine a d'elle-même. Il n'est pas sûr qu'il existe au plus haut niveau une volonté réelle de réduire cette rivalité dans laquelle les armées, le Congrès, le président et peut-être même la toute puissance militaire américaine trouvent finalement leur compte. On voit donc mal comment, à l'avenir la rivalité entre les armées pourrait disparaître au profit de l'interarmisation.

C'est le terme de cohabitation voire de confrontation plutôt que celui d'interarmisation qui vient à l'esprit lorsque l'on observe, de l'extérieur, la juxtaposition des différentes armées des Etats-Unis ; l'interopérabilité reste encore aujourd'hui, pour elles, un défi. Cette situation n'est pas nouvelle, puisque le général Eisenhower, devenu président, décrivait lui-même les armées américaines comme une confédération faiblement intégrée d'unités militaires.

Ce qui est acquis ne se revendique pas. Ce n'est évidemment pas le cas d'interarmisation ou jointness qui n'en finit pas d'être à la fois considérée comme essentielle à l'efficacité globale de la machine militaire américaine, clamée en toute occasion mais vécue concrètement comme contraire aux intérêts propres de chaque armée.

Discours et comportements ambigus donc : si les services sont apparemment décidés à communier à la grand-messe commune, chacun d'entre eux mène ouvertement son combat autonome dans la grande lutte pour le maintien des positions acquises, l'attribution des nouvelles missions et le partage du gâteau budgétaire.

26-Du budget et des effectifs

L'arme budgétaire a été souvent utilisée pour tenter de contrôler les engagements décidés par l'Administration. La loi déterminant le budget de la Défense pour 1995 (Defense Appropriations Act FY 1999) refusait l'octroi de crédits à un déploiement qui n'aurait pas été autorisé par le Congrès. Ce document plaçait en outre des restrictions financières à deux opérations en cours, afin d'y mettre un terme. Il était prévu qu'aucun crédit ne serait plus attribué à l'opération de Rwanda après le 7 octobre 1994, à moins qu'il ne s'agisse de protéger la vie des citoyens américains. Le financement de la présence militaire en Somalie était également limité au 30 septembre 1994.

Les réductions budgétaires et la robotisation plaident pour la baisse des effectifs. Ils demeurent néanmoins impressionnants car l'effectif d'hommes et des femmes de l'armée

américaine en 2001 est environ 2.927.000 soit 7,5 fois les effectifs de l'armée française. La baisse des effectifs risque d'être préservée à long terme au sein du corps militaire des acquisitions (Military Acquisition Corps).

« La philosophie des réductions en personnel s'attache à préserver la capacité de combat des forces militaires en réduisant les activités d'infrastructure et de support » disait le Secrétaire de la Défense William S. Cohen en mai 1997 à son rapport de la QDR.

En cette même année, il notait que si les effectifs militaires avaient chutés de 32% depuis 1989, ceux pour l'entretien des bases avaient baissé de 26% seulement. Un des objectifs budgétaires 1997-2003 est de réduire les activités d'infrastructure et de support. Le DoD souhaite s'inspirer des techniques du privé pour réinventer son fonctionnement en faisant appel aux nouvelles technologies informatiques au sein d'organisations plus petites et plus réactives.

Néanmoins, le DoD rencontre des difficultés à le faire car l'objectif d'une baisse des effectifs des civils de 39% entre 1989 et 1999 n'est pas atteint.

En résumé, durant la guerre froide, l'effort de la DoD absorbait entre 4 et 12% du Produit Intérieur Brut américain. Depuis l'effondrement du bloc soviétique en 1990, le budget de la Défense est retombé à moins de 4% du PIB tandis que les forces ont globalement diminué de 35%.

« Comment faire autant sinon mieux avec moins de moyens » est un difficile pari entre la logique budgétaire et la logique militaire. C'est le problème auquel la DoD est confrontée depuis la fin de la guerre froide.

Il dispose en fait d'un budget annuel toujours confortable, qui est graduellement remonté de 16% entre 1998 et 2002. La planification à long terme n'empêche pas une rallonge budgétaire en temps de crise, comme celle octroyée par le Congrès le 16 mars 1999, en précision du conflit du Kosovo commencé le 24 de ce mois. Puis le 14 septembre 2001, le Congrès a voté une ligne budgétaire de 40 milliards de dollar pour répondre aux attaques terroristes.

Budget 1998-2002 (En milliards de dollar)²⁸

1998	259,8
1999	274,6
2000	287,3
2001	296,3
2002	310,5 plus 16,3%

Face à la diversité des menaces, les Etats-Unis ont mobilisé des crédits record de 400 milliards de dollars et adopté un concept offensif de légitime défense.

Une nouvelle doctrine radicale d'intervention, un budget militaire en hausse de 30% sur cinq ans et le déploiement d'armes ultra sophistiquées.

En douze mois, sous l'influence prépondérante d'un courant « néoconservateur », l'Administration fédérale de l'Administration Bush a élaboré le Quadriennal Defense Review Report ou la Nuclear Posture Review dont les conclusions ont été ensuite approuvées et officialisées lors de son discours de West Point en juin 2002.

L'idée force est de réorganiser profondément la défense américaine pour lui permettre de s'adapter à toutes nouvelles formes de menaces. « S'attendre à l'inattendu », résume le

²⁸ Budget 1998-2002 (en milliards de dollar d'après le site internet <http://www.whitehouse.gov/news/usbudget> du 25/09/2001

secrétaire à la défense Donald Rumsfeld. « L'objectif est plus que jamais la recherche de l'invulnérabilité du territoire américain », souligne Barthélemy Courmont, chercheur à l'institut des relations internationales et stratégiques.

Dans cette doctrine, on y trouve « la continuité » car le concept de dissuasion n'est pas abandonné. Mais les Etats-Unis estiment que la dissuasion n'est plus efficace pour faire face aux nouvelles menaces émanant d'ennemis puissants et ne disposant pas de territoires. Ils ont donc défini des options « préemptives ».

En vertu de cette nouvelle doctrine, l'armée américaine doit disposer d'un « portefeuille » de capacités mobilisables au gré des menaces auxquelles elle pourrait avoir à faire face. Cet impératif exige que l'armée soit capable de répondre présente physiquement sur deux scènes simultanément, et de résoudre un conflit. Cette flexibilité de l'appareil militaire américain demande aussi un effort très important sur les plans financiers et technologique, pour contrôler au mieux l'environnement et obtenir une précision sur des cibles à frapper. Cette exigence va se traduire par un renforcement des moyens de détection, pour connaître au mieux l'arsenal nucléaire et chimique des Etats qualifiés de « voyous ».

L'autre objectif aussi est de raccourcir le plus possible les délais entre l'obtention du renseignement sur une cible, son identification et sa destruction.

Ces nouvelles priorités ont justifié l'augmentation significative des dépenses militaires. Le projet de budget de la défense pour 2003 est de 396,8 milliards de dollars et grimpera chaque année pour atteindre 470 milliards en 2007. Pour les acquisitions d'armes, le budget 2003 table à 68,7 milliards et d'ici à 2007, l'enveloppe va grossir rapidement pour atteindre 91,8 milliards de dollars.

En fait la traduction de cette nouvelle doctrine militaire dans l'arsenal américain sera progressive. « L'idée est de multiplier les expérimentations, de tester tous les concepts adaptés au combat moderne, et, une fois qu'ils seront validés, de les appliquer aux armées » souligne Bruno Tétrais de la Fondation pour la recherche stratégique.

27-Des leçons tirées par la guerre du Vietnam

Les retentissements de la guerre sur la pensée militaire furent profonds. La grande majorité des militaires partageait la conviction que les restrictions imposées, le micro management de la part des politiques et les objectifs politiques nébuleux, avaient interdit aux armées de mener la guerre comme il le fallait. Pour les militaires la « guerre limitée » signifiaient un gradualisme qui était synonyme d'échec.

Tous les militaires dans leurs comptes-rendus, attribuaient l'échec aux dirigeants politiques, aux médias. Ce qui irritait le plus les militaires, c'était le fait que les cadres politiques étaient partis, alors qu'eux continuaient d'en subir toutes les conséquences. La plupart des militaires partageaient le sentiment qu'ils avaient été des boucs émissaires dans cette affaire. Leur préoccupation majeur était d'éviter à l'avenir toute mission ambiguë qui pourrait avoir comme corollaire l'érosion du soutien public aux forces armées. Leur réflexion était orientée vers une définition des critères préalables à un engagement militaire.

En janvier 1981, le général Edward.C.Mayer, chef d'état-major de l'air force, tente de donner une définition : « On doit détenir une capacité militaire suffisante pour l'engagement éventuel. Il faut se forger d'une idée claire et nette de ce que constitue l'intérêt national. Enfin, il faut avoir une volonté forte de sacrifice de la part de la nation, pour qu'on puisse se battre pour les intérêts considérés vitaux. Il faut savoir qu'il n'existe pas d'options gratuites ».²⁹

²⁹ Johnson *Wielding the terrible Swift Sward : the American Military Paradigm and civil-military Relations*, op.cit, pp.12.

Après la fin de la guerre et à la suite de la doctrine Nixon, les armées furent obligées de réfléchir plus particulièrement pour incorporer les nouvelles données dans leur conception stratégique et opérationnel. Cette réflexion stratégique fut menée selon les modalités différentes au sein de chaque armée, mais le dénominateur commun était une volonté d'ignorer l'expérience de Vietnam, de se focaliser sur la menace soviétique et de mettre l'accent sur un besoin impératif de la modernisation.

Pour l'air force et la marine, la seule leçon tirée de Vietnam était l'efficacité de l'opération LINEBAKER II. Ni l'une ni l'autre ne voyaient une quelconque nécessité d'altérer leur doctrine.

Le bombardement stratégique de l'air force et la maîtrise de la mer pour la marine demeuraient leurs doctrines respectives et l'URSS leur adversaire. Le moyen nécessaire pour accomplir leur mission était la modernisation de leur flotte et de leur équipement.

Pour les marins, la doctrine Nixon était une doctrine maritime qui impliquait la création d'une force de déploiement rapide la « Fleet Marine Force ». En outre la professionnalisation et le problème d'indiscipline leur imposaient la nécessité d'une restructuration. Ils ont alors volontairement réduit leur effectif et sont revenus à leur vocation maritime, très disciplinée, très compétente, et traditionnelle.

L'army avait la plus grande difficulté à se ressaisir après cette guerre. La crise au sein de l'armée était aussi profonde que chez les marins mais plus étendue. De plus l'armée cherchait à définir son rôle dans le cadre de la doctrine Nixon.

En 1973, le chef d'état-major de l'army, le général Abrams désigna un groupe d'évaluation stratégique dirigé par le colonel Astarita pour réaliser la mise au point d'une nouvelle stratégie conventionnelle pour l'army d'après la nouvelle doctrine.

Après les synthèses, les Etats-Unis avaient besoin d'une capacité conventionnelle pour dissuader ou pour repousser une attaque soviétique ou chinoise sans recourir à l'arme nucléaire. Dans ce cadre, le rapport préconisait que tout déploiement de l'armée devrait être limité à l'Europe et à la Corée.

Ce qui est éloquent dans le rapport la « prescription explicite d'éviter le tiers monde » ; Cela révélait la volonté de l'armée à écarter l'expérience de Vietnam. Certes, la doctrine Nixon n'excluait les interventions, mais la raison était que l'armée ne considérait pas le Vietnam comme une guerre proprement dite.

Le document militaire qui a concrétisé cette appréciation est le FM 100-5 OPERATIONS rédigé par le général Dupuy, commandant de l'organisme de l'entraînement et de la doctrine (TRADOC). La doctrine du FM 100-5 reposait sur trois postulats :

- l'éventualité d'un conflit contre les forces légères et insaisissables est désormais écartée ;
- la mission principale de l'army est la défense de l'Europe contre les armées du Pacte de Varsovie.
- La guerre entre l'Israël et les arabes ont démontré l'efficacité des armes modernes et la valeur d'une armée moderne.

L'importance du FM-5 provient du fait que Dupuy décréta que tous les principes se rapportant à la tactique devaient émaner de ce document et que tous manuels de tactique de l'army devaient s'y conformer. Selon le document, l'objectif de l'armée était de vaincre sur le terrain, de battre et de l'emporter quelque soit l'adversaire.³⁰

Néanmoins, nulle part dans le FM-5, n'est mentionnée la dimension politique de la guerre ou même la possibilité de l'emploi de l'armée pour une mission anti-insurrectionnelle.

³⁰ US Department of army FM-5, operations, Washington, 1976

Ainsi, la possibilité d'un engagement dans un conflit de type de « basse intensité » était incluse par la doctrine de l' army malgré le fait qu'il était beaucoup probable qu'une guerre conventionnelle contre l'URSS.

Le but sous-jacent était d'enlever cette option de l'éventail des choix offerts au gouvernement. Le général Donn A. Starry, qui a succédé à Dupuy au poste du TRADOC a affirmé que « après Vietnam, l'armée s'est rendu compte qu'il ne fallait plus s'engager dans une guerre pareille, nulle par dans le monde ».³¹

En somme, les forces armées ne tirent aucune leçon opérationnelle de cette guerre. En revanche, ils en retiennent des enseignements sur le plan des relations avec les autorités politiques. Les militaires étaient convaincus que l'Administration et le Congrès ne savaient pas utiliser la puissance des forces américaines.

III-LES PERSPECTIVES FUTURES

31-Les défis et les objectifs

311-Pour l' army

Depuis 1994, une vision décline l'avenir proche de l' army en cinq objectifs qui reformule la doctrine Air Land Battle et la pratique du Golfe.

Le premier objectif est de « projeter et soutenir ». Cela consiste à déployer et à ravitailler les forces d'outremer en s'appuyant sur des programmes extérieurs. Il s'agit de faire mieux que la guerre du Golfe où il a fallu six mois de délais pour déployer les divisions lourdes, l' army devra déployer une division et une brigade en 120 heures et cinq autres divisions en trente jours suivant.

Le deuxième objectif est de « protéger les forces ». Il s'agit de protéger les bases de rassemblement opérationnelles contre les missiles balistiques. Les moyens principaux sont les systèmes antimissile Patriot THAAD et MEADS. L'amélioration des moyens de défense NBC, les réductions des pertes fratricides par des identificateurs sont autant de moyens différents pour protéger les forces.

Le troisième objectif est de « gagner la guerre de l'information » (win the information war). Cet objectif vient dans le nouvel acronyme C4ISR (Command, Control, Communication, Computer, Intelligence, surveillance and Reconnaissance). C'était un héritage de la guerre du Golfe où le commandement ne pouvait pas traiter complètement la masse d'informations qui lui parvenait.

La guerre de l'information consiste à recouper et à diffuser sans délai toutes les informations recueillies : le commandement pourra avoir une connaissance précise de la topographie du terrain. Mieux encore avec le système de manœuvre (Maneuver Control System), on pourra suivre et commander la bataille terrestre derrière un écran d'ordinateur.

La logistique, renseignée en temps réel sur l'état des stocks sur réseau, se renouvellera à la demande sans gaspillage inutile.

Tous les systèmes d'information s'intègrent dans des « Tactical Operations Centers » qui, expérimentés en 1995-1997 sont diffusés à l'échelle du bataillon et de brigade.

L'ensemble de ce système s'intitule : « Army Battle Command System qui est placé sur le « Global Command Control System Top Secret » et qui coiffe toutes les armées.

Le quatrième objectif est de « conduire des frappes de précision » (Conduct Precision Strike). La force de frappe consistera dans les hélicoptères Apache Longbow et Comanche, ainsi que dans les missiles ATACMS et les lance-roquettes multiples LMRS.

³¹ Vought Donald B, « Preparing for the wong war ? », Military review N° 57, mai 1977, pp.32 cité à Jonhson ? wielding the terrible swift sward : the american military paradigm and civilian relations, op. cit, pp.17.

Vers 2020, les frappes de précision conventionnelles pourraient avoir une portée intercontinentale.

Le dernier objectif est de « dominer la bataille de manœuvre » (Dominate the Maneuver Battle). Produire un effet de masse avec une armée réduite, demande de frapper plus vite et d'empêcher l'ennemi de se récupérer.

Les armes aéroterrestres principales sont les blindés Abrams, Bradley et le future automoteur d'artillerie Crusander avec l'aide des hélicoptères d'attaque Apache.

Depuis 1997, on étudie le projet « armée de terre après la prochaine étape » (Army After Next). Il se place dans la perspective 2025. Les concepts de ce projet embrasse tout.

Pour y parvenir, un programme de seize séminaires de « Wargames » et de manœuvre a été lancé.

312-Pour la marine nationale

En 1997, le concept opérationnel de la marine(Marine Operationnal Concept) a défini cinq missions principales :

- le contrôle des mers
- la puissance de feu naval
- la dissuasion stratégique
- la protection des forces terrestres
- la présence en avant.

Elle est défini dès 1996 des objectifs opérationnels dans le projet « 2002 Vision » qui sont les suivants :

- 1- Les « opérations de précision » (Precision Operation) qui réduisent la capacité combattante de l'ennemi en frappant les cibles les plus rentables. On emploie des munitions intelligentes à longue portée comme les tomahawk ou les ATACMS navalisés.
- 2- « Le feu de masse » (Massed Fire) consiste à traiter le plus de cible dans un temps limité.
- 3- « Le cercle de feu » (Ring of Fire) est la coordination automatique des tirs grâce aux renseignements sur les cibles provenant de toute origine (satellite, avions espions, drones, observateurs au sol etc...). Les renseignements sont centralisés dans un navire de commandement d'une Force d'Action Combinée (Joint Task Force). Toutes les informations et les ordres de tir passent par un système de transmission automatique appelé Land Attack Weapons System ou LAWS . Le navire du commandement assigne les missions et détermine les munitions utilisées. Il peut utiliser un navire relais de type amphibie pour faire transiter l'ordre de tir. La marine a tendance à démontrer qu'elle peut opérer seule dans la frappe en profondeur de l'ennemi.
- 4- Les manœuvres opérationnelles (Operationnal Maneuver) reviennent à imposer un rythme d'activité qui surpasse l'ennemi, à surprendre, et à exploiter les faiblesses de l'adversaire avant qu'il ne puisse réagir.
- 5- La maîtrise de l'information (Information Dominance) est préalable car elle permet d'atteindre les objectifs précédents et d'optimiser les moyens. Le système « Cooperative Engagement Capability » coordonnera automatiquement le feu antiaérien des différentes unités navales en s'appuyant sur le système Aegis.

La mise au point de ces concepts demande une expérimentation en grandeur nature donnée par la série de manœuvres préconisées par le centre de bataille navale (Maritime Battle Center). Aujourd'hui, les concepts semblent bien validés et dès l'origine particulièrement tournés en prevision d'une guerre de Corée (exercice Fleet Battle Experiment Delta de 1998). Ils ont conduit insensiblement à un changement de stratégie annoncé en prevision de la QDR 2001. Contrairement à la période précédente ou la marine cherchait l'abri de la haute mer, elle cherchera le contact des eaux littorales pour assurer l'accès des forces terrestres.

313-Pour l' air force

L' air force, le corps des « marines », la marine sont confrontés au problème de continuer à assurer des missions de supériorité aérienne et de bombardement tactique avec un budget réduit. Elles avaient le choix entre une force plus réduite ou une force moins moderne. La première a été favorisée et adoptée.

Principalement basée sur le continent américain, l' air force interviendra très rapidement n'importe où dans le monde. La supériorité aérienne devra être acquise avant toute action terrestre d'envergure. Des missions humanitaires pourront être conduites au dessus de zones de conflit, comme ce fut le cas en Bosnie (1995) et en Afghanistan (2001). Il faudra augmenter les capacités d'autoprotection des appareils de transport.

Dès 2000, le rapport annuel au président et au Congrès déterminait six objectifs opérationnels suivants :

- 1- Aerospace Superiority : la supériorité aérospatiale se reposait sur le chasseur F22 Raptor à partir de 2005, sur la fusée lance satellite EELV (Evolved Expendable Launch Vehicle) entre 2002 et 2020, sur les satellites infrarouges SBIRS pour détecter les attaques de missiles balistiques et sur les lasers aéroportés sur Boeing 747.
- 2- Rapid Global Mobility : la projection des forces doit accroître ses capacités. Le futur avion de transport emportera 75 tonnes à 12000 miles nautique pour un poids au décollage de 500 tonnes. Les avions gros porteurs abriteront des systèmes de commandement, de contrôle, de renseignement électronique, des lasers.

L'idée novatrice est celle de livraison à domicile par des conteneurs volants qui, largués à très haute altitude, seraient munis d'ailes associées à un pilote automatique. Un récepteur GPS assurera la précision d'atterrissage.

- 3- Global attack : Elle entend pouvoir utiliser tous ses appareils de combat de l'A-10 au B-2, y compris les futures JSF ou F-35 et les B-52H qui seront maintenus jusque vers 2020.
- 4- Precision engagement : les frappes devront être précises allant du groupe de terroristes à l'usine d'armes NBC. Cette évolution sera rendue possible par le développement de bombes intelligentes (smart bombs) et leur adaptation aux cibles visées. Selon l'étude, vingt bombardiers stratégiques B-2 plus l'aviation tactique prépositionnée, pourraient détruire 5500 blindés.
- 5- Information superiority : Vers 2005, les américains espèrent détecter près de 90% des objectifs militaires dans un carré de 320 kilomètres de côté. Des projets envisagent de saupoudrer le champ de bataille avec des micro nanocapteurs acoustiques, électromagnétiques ou thermiques à faible coût. Elle a chargé la firme Northrop Grumman d'une étude sur l'imagerie laser embarquée à bord d'aéronefs pilotés ou de drones. Cette imagerie devrait conceptuellement identifier des cibles à plusieurs centaines de kilomètres d'une plate-forme de 65.000 pieds d'altitude. Mais ce projet ne devrait pas déboucher avant dix à quinze ans.

Enfin, les programmes majeurs du DoD prévoit le relais de l'armée l'air aux autres armées ou alliés pour pouvoir réaliser un commandement global de combat : c'est le « Global Command Control System ».

- 6- Agile Combat Support : la planification évolutive dans le domaine du commandement et de la gestion logistique est un concept opérationnel plus révolutionnaire.

Elle sera systématiquement conçue en interarmées voire en interalliés. Ce types de planification informatique permet d'action en continue avec un rythme soutenu. Le ravitaillement doit non plus précéder ou suivre les troupes, mais évoluer au même rythme.

Des systèmes experts, dérivés de la simulation informatique, feront la gestion des stocks et des mouvements en temps réel.

Depuis 1998, le but est de transformer l'air force en une « Aerospace Force ». Les dix Aerospace Expeditionary Forces existantes devront avoir une capacité d'intervention de frappe précise. Dans un avenir proche le « Global Strike Task Force » pourra être mis sur pied dont la mission sera de dissuader et de retarder un adversaire sur un théâtre d'opérations extérieures. La composition de ce GSTF serait de deux escadrons de F-22 et d'un de B-2.

Enfin avec le « Fractional Orbit Bombardement System » théoriquement abandonné depuis les accords de désarmement SALT dans les années 70, les Etats-Unis espèrent se doter du moyen de paralyser en quelques heures n'importe quelle nation, ce que seul le nucléaire pouvait réaliser auparavant.

32-Les nouvelles pistes

321-La guerre de machines

Avec la mode de « zéro mort » dans le camp ami est apparue, après la guerre du Golfe, des armes non létales (les armes qui ne tuent pas, mais blessent et paralysent éventuellement.

La technologie permet de concevoir des armes non mortelles capables d'atteindre des objectifs politiques, économiques et militaires. Le cadre d'utilisation de ces armes pourrait être la lutte antiterroriste ou antidrogue.

La première forme non létale était et reste la guerre électronique. Elle consiste à brouiller des ondes radio ou radar. Depuis 1970, elle s'applique aux satellites piratés depuis le sol.

Le 19 janvier 1991, les Etats-Unis ont lancé sur Bagdad des missiles Tomahawk dotés de têtes IEM (Impulsion Electro Magnétique) pour désorganiser les systèmes électroniques et informatiques adverses. Les études prospectives prévoient de développer les munitions intelligentes parallèlement aux armes non létales. La liste des armes non létales de l'air force est très impressionnante : voix de synthèse pour contrefaire l'ennemi, solvants chimiques, gaz anesthésiants, rayons acoustiques, micro-organismes qui rongent le métal ou les composants électroniques.

La partie émergente des armes non létales est le « cyberwar » une partie de la guerre électronique consistant à espionner, dérégler, détruire les réseaux informatiques adverses. Cette forme de guerre, déjà utilisée dans les derniers temps de la guerre froide, se passe des moyens militaires. Elle intervient en temps de paix. Le but est la paralysie stratégique de l'adversaire en s'attaquant au Command, Communications, Computers and Intelligence. Il s'agit d'atteindre par des moyens informatiques les mêmes objectifs que ceux d'une campagne aérienne.

322-L'arme météorologique

Une équipe conduite par le colonel J. House Tamzy (air force) présentait le 17 juin 1996 une étude sur la maîtrise du climat dans la prospective air force 20025. Cette étude proposait un certain nombre d'actions majoritairement non létales, visant à transformer le climat.

La première méthode consiste à donner de fausses informations météorologiques à l'adversaire en leurrant les systèmes informatiques ennemis. Il ne s'agit rien que moins la guerre de l'information ; Mais elle n'est pas non plus une nouveauté.

Pendant la guerre de Vietnam, une étude avait été conduite pour modifier les précipitations :

- créer des précipitations peut affecter les communications terrestres ;

- créer ou dissiper un brouillard , l' army a un laboratoire de recherche capable de créer un brouillard artificiel de cent mètres de long qui bloque la détection infrarouge.
- créer une tempête est à la limite de non létale : c'est le plus destructeur des moyens de guerre météorologique. Le contrôle ou la modification de la ionosphère est un objectif majeur de la guerre météorologique. Par son contrôle, on peut dégrader les communications adverses ou favoriser les siennes.

Les méthodes pour y parvenir ont été étudiées par les Etats-Unis et par l'ancienne URSS : injection de vapeurs chimiques, rayons ionisants, rayons X, flux d'électrons, micro-ondes (plusieurs rayons à micro-ondes croisés peuvent créer un miroir artificiel ionosphérique : « Artificial Ionospheric Mirror »). Une très forte ionisation de l'atmosphère peut détruire les satellites qui y résident et être imputée à des conditions naturelles. Cette étude prospective, avec des échos de science fiction, doit laisser part à une réflexion sur les effets différés de ce genre de techniques. L'utilisation de munitions performantes à uranium appauvri a créée les syndromes du Golfe et des Balkans non prévus initialement.

L'uranium appauvri n'est peut être pas être le seul élément contaminant, mais on ne peut plus aujourd'hui ne pas s'interroger sur les effets différés d'armes qui modifient l'écosphère.

CONCLUSION

Y a-il eu une Révolution dans les Affaires Militaires depuis 1991 ? Au plan des matériels, on reste dans le schéma des années 1980, améliorés par des gadgets informatiques et infrarouges.

La révolution est encore pour « demain » : l'institution militaire résiste à un progrès qui remplacerait les pilotes par des drones ou démoderait le char.

Dans le QDR 2001, le projet réaliste et modéré de vouloir transformer de dix à quinze pour cent des forces armées en dix à quinze ans a été adopté et étudié. Mais dans un même temps, on souhaite faire des coupes sombres dans la structure des forces : réduction d'un « carrier battle group », d'une à deux divisions, d'une à deux « air wings » de l'armée de l'air .

Le DoD recherche de nouvelles méthodes de gestion administratives et financières inspirées du secteur privé. A l'heure de la mondialisation, trouver des partenaires fiables semble le meilleur moyen de réduire les coûts de recherche et de production. Le système de défense antiaérienne et antibalistique illustre cette volonté.

Dans le cadre d'une force réduite qui se veut extrêmement réactive, il faut une industries d'armements réactive. Dans ce but, le délais de livraison des principaux systèmes de défense après l'an 2000 devra être réduit de 25% par l'adoption de technologies duales (civils et militaires). Pour la livraison de fournitures secondaires c'est-à-dire la logistique de l'armée le délais devra être réduit de 50%.

Le DoD met l'accent aussi sur le développement des systèmes de nouvelle génération destinés à produire une véritable innovation et non une simple amélioration des capacités. La projection est mise à l'honneur, et plus particulièrement les moyens de frappe de précision à longue distance. Cela concerne principalement les forces aériennes et navales, même si la restructuration en cours dans l' army est considérée comme un pas positif.

Bien qu'il soit difficile de savoir si le DoD sera en mesure de concilier du point de vue budgétaire l'amélioration des priorités, les projets de défense antimissile et la modernisation des forces classiques, on doit remarquer la grande cohérence de ces programmes.

Seule une fraction de l'appareil militaire reste utilisable, et il s'agit des moyens traditionnellement au service de la politique extérieure ; les forces navales et la puissance aérienne. La « révolution » fondée sur la technologie n'a pas eu jusqu'à présent d'impact sur les cultures des « services », pas plus que sur celle de la nation : elle ne transforme pas la vocation des différentes armées, ni l'attitude des américains à l'égard de la force d'une manière générale .

Toutefois, le recours ponctuel à des systèmes perfectionnés opérant à distance permet d'intervenir avec les moyens conçus pour gagner une guerre.

Pendant la décennie 1990, cela a évité d'avoir à trancher le débat sur le rôle de la force dans le nouveau contexte et a constitué une solution de compromis entre deux options inacceptables : le repli militaire ou la transformation des armées américaines en force de « police internationale ». La principale faiblesse de la machine militaire américaine, relevée au Vietnam, Somalie et en Haïti, est son inadaptation face aux guerres tribales et aux opérations de la police. Cette faiblesse tient en tout technologique qui relègue au second plan les facteurs humains y compris en matière d'enseignement.

L'inadaptation des forces américaines aux missions de police est compensée par le développement des armes non létales et les opérations psychologiques. Ainsi, la faiblesse de l'armée des Etats-Unis réside dans sa puissance même. Pour remédier à cela, ils développent le concept de forces d'intervention rapides de plus en plus légères pour étendre des conflits mineurs de plus en plus nombreux.

L'administration Clinton appelait cela « Strike Forces », et celle de Bush junior les nomme « Joint Standing Taskforces » en y ajoutant un concept d'interarmisation.

Le système de renseignement américain aussi a sa faiblesse car il a été incapable de prévenir les attentats moyens orientaux depuis 1983 et même qui n'a pas pu détecter en juin 1998 une explosion nucléaire indienne et récemment les attentats du 11 septembre 2001 ;

Le mythe de « zéro mort » devient une doctrine et une donnée . Toutefois, une vraie guerre fait toujours des morts, particulièrement si l'engagement à terre s'impose. C'est aussi une de ses faiblesses.

Après les attentats de septembre 2001, on constate que la riposte américaine prend forme tout à fait prévisible de frappes aériennes ciblées, menées simultanément par des bombardiers venant des Etats-Unis et des systèmes aéronavales. Les objectifs du président américain consistent à éradiquer des réseaux terroristes internationaux et à capturer le commanditaire présumé des attentats. Or, face au bouleversement qui représente une attaque de telle ampleur, visant le cœur des Etats-Unis d'une manière anonyme et pas des moyens inattendus, l'action militaire lancée le 7 octobre en Afghanistan peut sembler mal adaptée, voir dérisoire.

Pour conclure, il convient de s'interroger sur le rôle de l'instrument militaire américaine dans sa politique extérieure, ainsi que sur la manière dont les Etats-Unis peuvent l'utiliser. Pour des raisons historiques et culturelles, le recours à la force armée est encadré par de nombreuses contraintes et fait régulièrement l'objet de controverses. Mais la suprématie des moyens classiques américains tend à rendre les interventions militaires plus faciles qu'elles ne l'ont jamais été. En outre, l'amélioration exponentielle de ces capacités grâce à la Révolution sur les Affaires Militaires pourrait effacer des réticences politiques. Il s'agit de l'un des enjeux majeurs des reformes doctrinales entreprises par les armées américaines depuis dix ans.

Toutefois les attentats islamistes contre le World Trade Center et le Pentagone sont là pour montrer que la puissance militaire n'est pas une garantie absolue de sécurité pour le territoire et la population américaine. La riposte en Afghanistan, les futures interventions envisagées pour sauvegarder les intérêts américains reposent sur les capacités de l' army , de la marine, du « marines corps », de l' air force.

L'instrument militaire américain, en perpétuelle refonte et transformation, et le projet de défense antibalistique du territoire américain seront-ils à la mesure des enjeux du 21^e siècle ?.

BIBLIOGRAPHIE

- Défense Nationale(revue mensuelle mai 2001) par Jérôme Pellistrandi P.73 à 80.
- Défense Nationale(revue mensuelle juillet 2001) par Vincent Desportes P.81 à 96
- Comprendre la guerre par Vincent Desportes P 51 à 54 ; P170 à 208
- L'évolution de l'élaboration de la politique étrangère des Etats-Unis (extrait de l'entretien avec M. Thomas Pickering sous secrétaire d'Etat aux affaires politique).18 octobre 2002
- Les Etats-Unis, hyper puissance militaire de Philippe RICHARDOT
- Les stratégies de puissance américaine de Nicolas VILBOUX
- US air force Magazine P 36 à 44 ; P 72 à 97 ; P 100 à 105 (mai 2001)
- The soldiers almanach du janvier 2001.
- Profile of the army (a reference handbook 2001).
- The magazine of the Association of the United States army octobre 2001.
- Institute of Land Warfare june (association of United States army) 2002

Quelques abréviations

C4ICR : Command, Control, Communication, Computer, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance

CNICs : Commandement Interarmées des Commandants en chef de théâtre

CSIS : Center of Strategic and International Studies

DoD : Departement of Defence

EELV : Evolved Expendable Launch Vehicle

GPS : Global Positionning System

GSTF : Global Strike Task Force

MAD : Mutuel Assure Destruction

ONU : Organisation des Nations Unis

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

QDR : Quadriennial Doctrine Review

RMA : Révolution sur les Affaires Militaires

SNLE : Sous marin Nucléaire Lanceur d'Engins

TRADOC : Training and Doctrine Command

URSS : Union Republic Socialist Sovietic

TABLE DES MATIERES

FICHE DOCUMENTAIRE	1
SOMMAIRE	2
PAGE DE GARDE	3
INTRODUCTION	4
<u>I-LES CONSTATS DES CONFLITS INTERNES</u>	5
<u>11-Querelle institutionnelle</u>	5
111-Le War Power Resolution	6
112-Un conflit de compétence	7
113-Un Congrès qui craint l'intégration	8
114-Un président dont l'autorité ne doit pas être contestable	8
<u>12-Différence de point de vue</u>	8
121-Sur le motif d'intervention	9
122-Sur la politique d'emploi des forces	9
123-Sur les conditions d'engagement	10
<u>13-Rivalité des armées</u>	11
131-Une rivalité dommageable	11
132-Des pensées stratégiques différentes	12
133-Conception différente de la guerre	13
134-Survie aux stratégies émergentes	13
135-Lecture différente des conflits	14
136-Revue de tous les dangers	14
137-Rivalités recherchées	15
138-Des armées qui privilégient l'autonomie sur l'interarmisation	16

139-Une défense qui s'améliorait elle même des rivalités	17
<u>II-LES ENJEUX DE LA TRANSFORMATION</u>	18
<u>21-De l'état d'âme des militaires</u>	18
<u>22-De la politisation des armées</u>	18
<u>23-De la spécificité militaire</u>	19-20
<u>24-Des opérations interarmées</u>	21
241-RMA	22
242-QDR	23
<u>25-De la concurrence naît l'excellence</u>	23-24
251-Doctrine de Weinberger	24
252-TRADOC	25
253-TOTAL FORCE	26
254-Interarmisation	27
<u>26-Du budget et des effectifs</u>	28
<u>27-Des leçons tirées de la guerre du Vietnam</u>	29-30
<u>III-LES PERSPECTIVES FUTURES</u>	30-31
<u>31-Les défis et objectifs</u>	31
311-Pour l' army	31
312-Pour la marine nationale	32
313- Pour l' air force	33
<u>32-Les nouvelles pistes</u>	34
321-La guerre de machines	34
322-L'arme météorologique	35
CONCLUSION	36-37

BIBLIOGRAPHIE	38
QUELQUES ABREVIATIONS	39
TABLE DES MATIERES	40